



## Table des matières

1	Contexte .....	3
2	Objectifs de l'étude .....	3
2.1	Les objectifs de la consultation sont entre autres: .....	3
3	Démarche méthodologique, champs couverts .....	4
3.1	Principes de l'approche méthodologique .....	4
3.2	32 Phases de déroulement de la consultation .....	4
3.3	Les champs couverts .....	5
4	Présentation de la région de Maradi .....	5
5	L'analyse diagnostique, thématique et sectorielle .....	6
5.1	Le milieu physique .....	6
5.1.1	L'analyse des problèmes du climat .....	6
5.1.2	L'analyse des problèmes des formations végétales et de la faune .....	7
5.1.3	L'analyse des problèmes des ressources pastorales .....	9
5.1.4	Atouts/Potentialités-Contraintes des ressources fauniques .....	9
5.1.5	L'analyse des problèmes des ressources halieutiques .....	9
5.1.6	L'analyse des problèmes des sols .....	11
5.2	L'analyse des problèmes du milieu humain .....	11
5.2.1	L'analyse du contexte socio-culturel .....	11
5.3	L'analyse des activités économiques .....	17
5.3.1	Les problèmes, atouts et contraintes des productions agricoles .....	18
5.3.2	Les problèmes, atouts et contraintes des productions animales et pastorales .....	19
5.3.3	Les problèmes, atouts et contraintes des productions forestières et fauniques .....	22
5.3.4	Les problèmes de l'artisanat .....	22
5.3.5	L'analyse des problèmes du tertiaire .....	23
5.4	L'analyse des problèmes des infrastructures et des équipements .....	24
5.4.1	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures scolaires .....	24
5.4.2	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures sanitaires .....	24
5.4.3	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures hydrauliques .....	24
5.4.4	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures des télécommunications, routes et pistes .....	26
5.4.5	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures culturelles et de loisirs ..	27
5.4.6	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures touristiques et hôtelières	27
5.4.7	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures marchandes .....	28
5.4.8	Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures administratives et d'encadrement technique .....	28
5.5	Les problèmes en matière d'organisation de l'espace .....	28
6	Les problématiques générales d'aménagement et de développement de la région de Maradi ..	29
6.1	Du point de vue des ressources naturelles .....	29



6.2	Du point de vue de l'accès aux services sociaux de base et du contexte humain .....	29
6.3	Du point de vue du développement des activités économiques .....	30
6.4	Du point de vue du développement des infrastructures et des équipements .....	30
7	Les tendances lourdes et les scénarii .....	31
7.1	Les tendances lourdes du milieu physique .....	31
7.2	Les tendances lourdes du milieu humain et les perspectives de développement .....	32
7.3	Les tendances lourdes des activités économiques et les perspectives de développement .	33
7.4	Les tendances lourdes en matière d'infrastructures et équipement .....	35
7.5	Les tendances lourdes de l'organisation et du fonctionnement de l'espace régional .....	36
7.6	La dynamique du changement à travers les initiatives structurant et les tendances vers la modernité .....	36
8	Les grandes orientations d'aménagement et de développement de la région de Maradi .....	37
8.1	La finalité du SRAT .....	37
8.2	Les grandes orientations et les axes d'aménagement et de développement .....	37
8.2.1	Promouvoir une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour la satisfaction des différents besoins concurrentiels. ....	37
8.2.2	Renforcer les capacités humaines par un plus grand accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, hygiène et assainissement, emploi etc.) : .....	37
8.2.3	Promouvoir les performances de l'économie régionale ; .....	38
8.2.4	Améliorer la couverture des réseaux et des équipements dans l'espace régional ; Dans le cadre de l'axe stratégique relatif à l'amélioration de la couverture des services sociaux et des équipements dans l'espace provincial, il peut être défini les actions de la façon suivante. ....	40
8.2.5	Structurer l'organisation de l'espace régional en assurant la liaison ville - campagne et villes - centres et villages .....	41
9	Le schéma d'aménagement et de développement à long terme (horizon 2023) .....	42
9.1	Schéma de structure et de développement durable .....	42
9.1.1	Niveau I : Les métropoles régionales .....	43
9.1.2	Niveau II : Les centres départementaux .....	43
9.1.3	Niveau III : Les centres communaux .....	43
9.1.4	Niveau IV : Villages centres .....	44
9.1.5	Les pôles de développement .....	44
9.2	Modalités de mise en œuvre du SRAT de Maradi .....	46
9.2.1	Le cadre institutionnel de l'exécution du SRAT .....	46
9.2.2	Les partenaires techniques et financiers .....	46
9.2.3	Les documents de planification intermédiaires .....	46
9.2.4	La réglementation et le caractère juridique du SRAT .....	46
9.2.5	Les modalités pratiques de son exécution .....	47
9.2.6	La coordination .....	47
9.2.7	Le financement .....	47
9.2.8	Le plan programme .....	47
10	Conclusion .....	50



## 1 Contexte

La loi précise en son article 1<sup>er</sup> que l'orientation de la politique d'aménagement du territoire a pour objet de « fixer le cadre juridique et réglementaire de toutes les interventions de l'État et des autres acteurs ay l'occupation et l'utilisation du territoire national et de ses ressources ». La politique d'aménagement est définie alors comme une politique de planification spatiale qui vise le développement harmonieux de l'espace par une meilleure répartition de la population et des activités en tenant compte des contraintes et potentialités du milieu naturel, des capacités humaines et techniques, des interactions et des spécificités socio-économiques régionales et de la protection de l'environnement.

Cette définition fait apparaître trois éléments clés :

- a. la politique de panification spatiale qui a trait à l'organisation d'éléments sur le territoire ;
- b. le développement harmonieux de l'espace qui évoque un souci d'équilibre territorial dans le domaine d'emprise de l'aménagement du territoire qui est le développement ;
- c. une meilleure répartition de la population et des activités. Cela évoque la meilleure utilisation de l'espace par la population et les activités.

L'aménagement du territoire vise donc à construire les fondements de la société future nigérienne, à réaliser un projet de société selon une image.

La loi portant orientation de la politique d'aménagement du territoire précise que les instruments de mise en œuvre de cette politique sont de 4 types :

Le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) qui détermine la destination générale des terres situées dans les limites du territoire national, la nature et la localisation des grands équipements d'infrastructures sur l'ensemble du territoire national ;

Le schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) qui traduit les orientations du schéma national à l'échelle de la région. Il doit être conforme au schéma national ;

Le schéma de zone qui consigne les orientations du schéma régional à l'échelle du département ou à l'échelle intercommunale ;

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) qui détermine les orientations fondamentales d'occupation et d'utilisation des terres et les objectifs d'aménagement à l'échelle communale ou de tout autre espace donné. Il doit être conforme au schéma départemental, régional et national d'aménagement du territoire.

## 2 Objectifs de l'étude

### ***2.1 Les objectifs de la consultation sont entre autres:***

Doter la région de Maradi d'un outil d'aide à la décision qui est le SRAT, favoriser la promotion d'un développement harmonieux de l'espace régional par une exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté.

Les objectifs spécifiques poursuivis sont :

- Connaître de manière approfondie la région de Maradi par l'établissement d'un bilan diagnostique régional complet et dynamique dans les divers secteurs et thématiques (milieu physique, milieu humain, activités économiques, infrastructures et équipements, le milieu urbain et sa capacité d'encadrer le monde rural, la dynamique du changement à travers les projets en cours et les tendances vers la modernité)



- Formuler des axes d'orientation et des perspectives de développement et d'aménagement de la région de Maradi
- Mettre en place une banque des données régionale de l'aménagement du territoire sur les divers aspects du développement de la région de Maradi ;
- Dégager des actions prioritaires de développement de la région et déterminer leur localisation ; Permettre à la région d'exprimer ses besoins d'investissement ;
- Faire le zonage de l'espace régional et délimiter les différentes zones d'aménagement sectoriel ;
- Servir de situation de références aux intervenants

### **3 Démarche méthodologique, champs couverts**

#### ***3.1 Principes de l'approche méthodologique***

La réalisation de la mission d'élaboration du SRAT de Maradi a connu l'application de principes assortis d'un parcours méthodologique.

Les principes qui ont guidé la démarche du consultant sont :

- a. Une approche analytique pour un diagnostic fiable ;
  - Il s'est agi d'instaurer et entretenir une dynamique d'investigation, de réflexion, d'échanges et d'analyse interactive avec les diverses parties prenantes.
  - Recherche de synergies avec les autres projets et intervenants ;
- b. Adoption d'une approche participative pour :
  - Informer et sensibiliser les différents acteurs concernés
  - Partager la stratégie d'intervention du Consultant
  - Faciliter l'implication des acteurs à toutes les étapes de l'étude
  - Assurer l'appropriation du SRAT par les acteurs eux-mêmes,
  - Communication : collaboration, transparence et visibilité ;
- c. Une communication interne permanente
  - La restitution des résultats à chaque étape décisive
  - Identification concertée des actions proposées
  - Cohérence avec les politiques et stratégies de développement.

#### ***3.2 32 Phases de déroulement de la consultation***

Le processus déroulé jusqu'alors par la mission s'articule autour de la phase du diagnostic et d'élaboration des axes d'orientation du développement.

Cette phase a connu plusieurs étapes qui sont :

- Étape de connaissance préliminaire du milieu et des informations dont les principales activités ont été :
- Étape d'études sectorielles sur la base des six thématiques constitutives du SRAT
- Étape synthèse des différentes études sectorielles
- Étape de prise en compte des préoccupations des acteurs de l'aménagement du territoire au cours d'un atelier de validation des diagnostics



### **3.3 Les champs couverts**

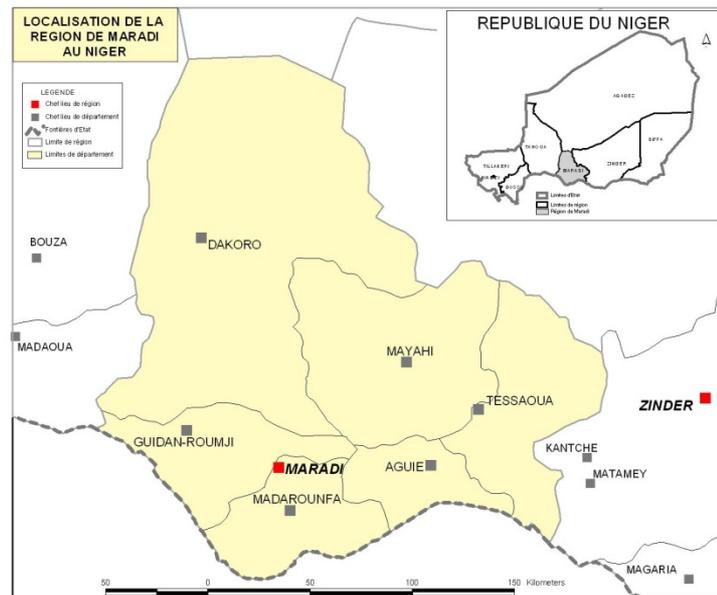
Le champ de l'étude a couvert en ce qui concerne chaque thématique les éléments suivants :

- L'identification des caractéristiques de chaque activité et phénomène
- L'analyse des variables d'évolution en ce qui concerne chaque volet
- Les relations de chaque secteur avec son environnement
- Les acteurs, leurs rôles et leurs stratégies
- L'analyse des potentialités et contraintes des volets couverts par chaque thématique
- L'analyse de la répartition des activités et des dynamiques par zones
- L'analyse des problématiques générale de développement et d'aménagement
- L'analyse des tendances lourdes
- Les hypothèses, scénarii et les projections
- Les grandes orientations
- Le schéma d'aménagement du territoire de Maradi
- Les modalités de mise en œuvre.

## **4 Présentation de la région de Maradi**

La région de Maradi a été créée par la Loi N° 98-31 du 14 septembre 1998 ; son chef-lieu est Maradi. Elle est située dans la partie au Centre Sud du pays entre les parallèles 13° et 15°26' latitude Nord et les parallèles 6°16' et 8°36' longitude Est. Elle est limitée à l'Est par la région de Zinder et à l'Ouest par celle de Tahoua, au Nord par la région d'Agadez, et elle partage au Sud une frontière commune avec la République Fédérale du Nigeria sur environ 150 Km. La région couvre une superficie de 38.500 Km<sup>2</sup> (SDDR 1997) pour une population chiffrée en 2001 à 2 235 748 habitants par les résultats définitifs du recensement général de la population et de l'habitat, avec de un taux d'accroissement annuel moyen de 3,6%.

**Carte n° 1: Carte de localisation de la Région de Maradi**



## 5 L'analyse diagnostique, thématique et sectorielle

### 5.1 Le milieu physique

La région de Maradi fait partie d'un erg étalant des formes aplanies au centre du Niger entre le Damagaram et l'Ader-Doutchi. Mais il faut retenir que les grands ensembles du relief de la région sont constitués de vallées, de glacis d'épandage sableux et enfin des eaux, et des plateaux dunaires et latéritiques.

#### 5.1.1 L'analyse des problèmes du climat

Les facteurs climatiques tels que la faible pluviométrie ; l'intensité et la durée de l'insolation, les températures élevées sont caractéristiques d'un milieu naturel très contraignant. En effet, ces facteurs accélèrent l'évaporation, notamment aux mois de mars et avril. Ce phénomène vient aggraver le déficit du disponible en eau stockée dans les mares naturelles et artificielles.

##### 5.1.1.1 Les potentialités

Les principales potentialités sont entre autres :

L'intensité et la durée d'insolation, caractéristique principale du climat sahélien constituent la principale potentialité en tant que source d'énergie solaire. Elles offrent une opportunité pour le développement de l'énergie solaire en tant qu'énergie propre et renouvelable.

Cette situation a pour principale conséquence une forte dépendance de la production agricole et animale vis-à-vis de ces contraintes qui alimentent l'insécurité alimentaire ; une fréquence des sécheresses et/ou des inondations occasionnant ainsi des sinistres.

##### 5.1.1.2 Les contraintes

Les principales contraintes d'ordre climatique sont :

- la faible pluviométrie et le caractère aléatoire de celle-ci avec ses fortes variations spatio-temporelles,
- les valeurs élevées de l'évaporation liées aux températures élevées. Cette situation combinée avec la texture agro-pédologique générale des sols



compliquent la situation du disponible en eau de surface, à l'échelle de la région de Maradi.

### **5.1.2 L'analyse des problèmes des formations végétales et de la faune**

Un bilan diachronique a été réalisé afin de faire ressortir les différents changements intervenus dans l'occupation des terres. Pour ce faire, la télédétection a été mise à contribution à travers la méthode de numérisation et d'interprétation au moyen d'un PC a été utilisée sur imagerie satellitaires Landsat MSS de 1975 et Landsat ETM de 2002. Les travaux de terrain de l'équipe de végétation de la faculté des sciences de l'Université Abdoul Moumouni effectués en 2006 ont permis la mise à jour de l'image de 2002 à 2006.

#### **5.1.2.1 Les potentialités**

Potentialités :

- l'existence plusieurs types de formations forestières dans la région ;
- l'existence des acquis des anciens projets dans le domaine de renforcement des capacités ;
- l'existence d'un dispositif de prévention et de règlement des litiges fonciers (COFO) ;
- pluviométrie relativement bonne dans certains départements ;
- l'existence de pépiniéristes privés ;
- les marchés ruraux ;
- l'existence de zones favorables au développement du gommier (*Acacia senegal*) ;
- l'Initiative bio carbone qui permettra à la région de réhabiliter les terres dégradées et d'augmenter ses revenus par la vente des crédits de carbone ;
- développement du mouvement associatif dans le milieu rural ;
- l'existence des expériences de certains projets et ONG intervenant dans la région.

#### **5.1.2.2 Les contraintes**

Contraintes :

- les aléas climatiques (sécheresse) ;
- Démographie galopante ;
- la pression foncière ;
- le manque de moyens des organes et services techniques ;
- l'ingérence des autorités surtout coutumières dans la gestion des ressources naturelles ;
- insuffisance de formations des communautés sur certains aspects tels que la technique d'évaluation des produits tirés, l'estimation des superficies etc.... ;
- pauvreté des populations qui les oblige à s'abattre sur les formations forestières pour une question de survie ;
- la mentalité des populations ;
- l'absence d'alternative viable au bois comme source d'énergie ;
- la pression pastorale ;
- les feux de brousse ;
- l'absence de plan d'aménagement pour la majorité des forêts et la méconnaissance des ressources forestières ;
- la méconnaissance des textes législatifs portant règlement forestier au Niger.



Les principaux problèmes rencontrés sont :

- diminution de la superficie totale des espaces forestiers ;
- la perte accélérée de la biodiversité végétale ;
- l'insuffisance de la régénération naturelle ;
- la dégradation des sols ;
- le problème d'approvisionnement en bois de feu ;
- l'impraticabilité des routes pendant la période de reboisement, ce qui freine son évolution ;
- moyens logistiques sont très insuffisants et vétustes ;
- insuffisance du personnel, ce qui implique une faible couverture de la région en matière d'encadrement ;
- retard de décaissement des crédits voire difficulté de les mobiliser particulièrement au niveau des collectivités ;
- non fonctionnement de beaucoup de pépinières villageoises par manque de moyens financiers.

### 5.1.2.3 Atouts/Potentiels-Contraintes des ressources forestières

Tableau 1: Aperçu sur les atouts et contraintes sur les ressources forestières

Atouts/potentialité	Contraintes
<p>L'existence plusieurs types de formations forestières dans la région ;</p> <p>L'existence des acquis des anciens projets dans le domaine de renforcement des capacités ;</p> <p>L'existence d'un dispositif de prévention et de règlement des litiges fonciers (COFO) ;</p> <p>Pluviométrie relativement bonne dans certains départements ;</p> <p>L'existence de pépiniéristes privés ;</p> <p>Les marchés ruraux ;</p> <p>L'existence de zones favorables au développement du gommier (acacia senegal) ;</p> <p>L'initiative bio carbone qui permettra à la région de réhabiliter les terres dégradées et d'augmenter ses revenus par la vente des crédits de carbone ;</p> <p>Développement du mouvement associatif dans le milieu rural ;</p> <p>L'existence des expériences de certains projets et ONG intervenant dans la région.</p>	<p>Les aléas climatiques (sécheresse) ;</p> <p>Extension des terres de culture ;</p> <p>Coupe abusive et de bois énergie ;</p> <p>Insuffisance de ressources humaines et de moyens d'action des institutions de promotion des ressources forestières</p> <p>L'ingérence des autorités surtout coutumières dans la gestion des ressources naturelles ;</p> <p>Faiblesse des processus de promotion de gestion locale des ressources forestières</p> <p>Pauvreté des populations qui les oblige à s'abattre sur les formations forestières pour une question de survie ;</p> <p>La mentalité des populations ;</p> <p>L'absence d'alternative viable au bois comme source d'énergie ;</p> <p>La pression pastorale ;</p> <p>Les feux de brousse ;</p> <p>L'absence de plan d'aménagement pour la majorité des forêts et la méconnaissance des ressources forestières ;</p> <p>La méconnaissance des textes législatifs portant règlement forestier.</p>



### 5.1.3 L'analyse des problèmes des ressources pastorales

La région de Maradi bénéficie de plusieurs ressources pastorales susceptibles d'être exploitées. Le bilan diachronique des images de 1975 et 2006, montre que le domaine pastoral situé en totalité au nord de la Tarka, se trouve dégradé surtout le long de celle-ci à cause de la remontée du front agricole. En effet, 93,7 % des superficies pastorales perdues ont été transformés en culture pluviale. Les ressources fourragères naturelles ont disparu depuis longtemps de la plus grande partie de la région ; et là où la ressource subsiste encore, elle ne peut être que partiellement exploitée à cause de la distribution irrégulière des points d'eau.

#### 5.1.3.1 Atouts/Potentialités-Contraintes des ressources pastorales

Tableau 2: Récapitulatif des atouts, potentialités et contraintes sur les ressources pastorales

Atouts/potentialités	Contraintes
<p>Des jachères relativement importantes en zone agro-pastorale,</p> <p>Un bon potentiel hydrique.</p> <p>Existence d'une vaste zone pastorale qui mérite d'être préservée, aménagée et bien gérée ;</p> <p>Existence dans la zone agropastorale et agricole, de grandes enclaves pastorales et forêts classées qui sont de sources potentielles de pâturage ;</p> <p>Présence des couloirs de passage et aires de pâturages communautaires matérialisés ou en voie de l'être ;</p> <p>Forte intégration de l'agriculture à l'élevage dans les zones agropastorale et agricole permettant une bonne mise en valeur des résidus de récoltes.</p>	<p>Conditions climatiques défavorables ;</p> <p>La disponibilité de l'eau (répartition et profondeur) ;</p> <p>La remontée du front agricole vers le nord ;</p> <p>Les feux de brousse ;</p> <p>Le surpâturage.</p>

### 5.1.4 Atouts/Potentialités-Contraintes des ressources fauniques

Tableau 3: Récapitulatif des atouts et contraintes sur les ressources halieutiques

Atouts/potentialités	Contraintes
<p>Deux sites : forêt protégée de Baban-Rafi (département de Madarounfa) et la réserve de faune et forêt classée de Gadabédji ;</p> <p>Trois zones cynégétiques ;</p> <p>D'importantes possibilités pour le développement de l'apiculture ;</p> <p>Des grandes possibilités de délimitation de zones de chasse.</p>	<p>Les sécheresses ;</p> <p>Les feux de brousse ;</p> <p>La pression foncière ;</p> <p>Les coupes abusives pour les besoins en bois ;</p> <p>Le surpâturage ;</p> <p>Insuffisance de ressources humaines et de moyens d'action des institutions chargées de la promotion des ressources fauniques.</p> <p>Braconnage.</p>

### 5.1.5 L'analyse des problèmes des ressources halieutiques

La région de Maradi dispose de plusieurs plans d'eau et des Goulbis où s'exercent des activités halieutiques. Néanmoins, ces ressources halieutiques sont menacées de disparition et on a constaté ces dernières années la disparition de certaines espèces comme *Distichodus rostratus*, *Heterotis niloticus*, *Auchenoglanis occidentalis* tandis que



l'espèce *Lates niloticus* devient de plus en plus rare en raison de l'ensablement des plans d'eau

### 5.1.5.1 Atouts/Potentialités-Contraintes des ressources halieutiques

Tableau 4: Atouts/Potentialités-Contraintes des ressources halieutiques

Atouts/Potentialités	Contraintes
<p>Les mares permanentes, semi-permanentes et temporaires</p> <p>Les Goulbis ;</p> <p>La présence de coopératives de pêcheurs dans la région notamment autour lac de Madarounfa, la retenue de Kourfin Koura et la retenue de Rafin Wada ;</p> <p>Les différentes formations des pêcheurs ;</p> <p>La prise de conscience progressive par les communautés de la dégradation du potentiel halieutique productif.</p>	<p>Sécheresses récurrentes ;</p> <p>L'ensablement ;</p> <p>Le sous équipement des pêcheurs ;</p> <p>La faible organisation de la coopérative des pêcheurs ;</p> <p>L'exploitation anarchique des zones tampons du lac ;</p> <p>La destruction des frayères par la mise en culture des berges des plans d'eau ;</p> <p>La capture des alevins par l'utilisation d'engins prohibés ;</p> <p>Le non respect par les pêcheurs de la durée de fermeture des plans d'eau empoisonnés.</p>

### 5.1.5.2 Atouts/Potentialités-Contraintes en ressources Hydriques

Tableau 5 : Récapitulatif des potentialités et contraintes sur les ressources hydriques

Atouts/Potentialité	Contraintes
<p>Trois Goulgis, une trentaine de mares, des retenues d'eau.</p> <p>un potentiel de ressources en eaux souterraines considérable ;</p> <p>Eau de bonne qualité en général dans les goulbis ; les eaux souterraines sont accessibles par des ouvrages sommaires et peu coûteux.</p>	<p>Les sécheresses successives ;</p> <p>La construction des barrages au Nigéria ;</p> <p>La difficulté de leur mobilisation (eaux souterraines notamment) ;</p> <p>La réduction de la superficie des plans d'eau et les perturbations de leurs régimes ;</p> <p>L'ensablement et l'envasement des plans d'eau ;</p> <p>L'insuffisance de connaissance des ressources et de leurs dynamiques ;</p> <p>La faiblesse des processus gestion locale des ressources en eau ;</p> <p>L'existence du socle dans la partie sud de la région ;</p> <p>Profondeur de la nappe dans la partie nord Dakoro et une partie de Mayahi ;</p> <p>Présence du fluor dans l'eau dans la ville de Tibiri et environnant ;</p> <p>L'existence des gaz asphyxiants au nord.</p>



### 5.1.6 L'analyse des problèmes des sols

Dans le Sud de la région (Madarounfa et de Guidan Roumdji) qui enregistre la plus forte densité de population, la superficie cultivée par habitant, a diminué de près de 50% en 25 ans alors que la population a doublé (de 2,5%) les surfaces cultivées globales n'ont augmenté que de 34% ;

L'occupation des sols a atteint le stade de saturation au nord par contre (Dakoro), la surface cultivée par habitant a plus que doublé (2,4) ce qui a pour conséquence la multiplication par plus de 5 des surfaces cultivées. Cela s'explique par une conjonction des facteurs : disponibilité de l'espace, aléas climatiques, augmentation des activités agricoles des ménages d'agro pasteurs

#### 5.1.6.1 Potentialités :

- un potentiel de ressources en eaux souterraines considérable ;
- dans les goulbis, les eaux souterraines sont accessibles par des ouvrages sommaires et peu coûteux ;
- trois Goulgis, une trentaine de mares, des retenues d'eau.

#### 5.1.6.2 Les contraintes

- les sécheresses successives ;
- la construction des barrages au Nigéria ;
- l'absence de comité de gestion des ouvrages ;
- l'existence du socle dans la partie sud de la région ;
- les fortes profondeurs de la nappe au nord ;
- l'existence des gaz asphyxiants au nord.

## 5.2 L'analyse des problèmes du milieu humain

### 5.2.1 L'analyse du contexte socio-culturel

Les principaux problèmes socioculturels à la promotion du développement dans la région se résument surtout à la subdivision et hiérarchisation de la société traditionnelle en castes rigides qui même aujourd'hui encore s'interpénètrent difficilement

#### 5.2.1.1 Les potentialités, atouts et contraintes socioculturels au développement

Tableau 6: Les atouts et contraintes socioculturels au développement

Volets	Atouts Potentialités	Contraintes
Chefferie traditionnelle	Force de l'ancrage institutionnel Bien acceptée par la population Capacité réelle d'arbitrer les conflits Bonne organisation administrative sur l'ensemble de la province Capacité d'intermédiation entre les populations et	Conflits de leadership Culte de personnalité très poussé Conflit tacite interne mu par le désir de succession Incompréhension vis-à-vis de l'administration régionale et centrale Insuffisance de moyens pour s'occuper de tous les administrés Rareté des concertations entre tous les chefs de la région Rareté des concertations avec les représentants de l'administration



Volets	Atouts Potentialités	Contraintes
	l'administration	
Exode rural	Impact important au niveau des revenus des ménages Contribue pour le paiement de l'impôt Préserve dans certains cas de stock des vivres Couvre les dépenses sociales liées à l'habillement.	Tracasseries douanières au retour des exodants, Relâchement des structures traditionnelles l'éclatement de la famille
Recherche du savoir coranique migratoire	acquisition du savoir coranique,	Changement de comportements souvent déviant des traditions et pratiques laissées au village

#### 5.2.1.2L'analyse des problèmes démographiques

Si le taux annuel d'accroissement de la population de 3,85 % en moyenne se maintient, la population de la région de Maradi sera de 5 330 554 habitants en 2023 soit une densité de 127,54 habitants au Km<sup>2</sup>.

La population de la région de Maradi est relativement jeune car 72,78% ont moins de 50 ans et les moins de 15 ans représentent environ 47,55 %.

**Tableau 7 : Les atouts, potentialités et contraintes démographiques**

Volets	Atouts Potentialités	Contraintes
Taux élevé d'accroissement de la population	Bonne réception des populations Chefferie écoutée par la population sensibilisation continue des populations sur les questions de la forte fécondité Présence d'un certain nombre de structures administratives (équipement et infrastructures) Une grande motivation et une capacité d'adaptation de la population Existence d'un potentiel et d'une diversité socioculturelle Densité de population	Absence de programme de planification familiale Réticence de certains groupes sociaux quant à la fréquentation des centres hospitaliers Influences religieuses Certaines familles ne sont pas soucieuses de l'éducation de leurs enfants Démographie galopante et non maîtrisée Le fort désir de fécondité Le poids des traditions se répercute sur le statut de la femme



Volets	Atouts Potentialités	Contraintes
	comme facteur de développement du commerce	
Taux élevé de mortalité infantile	Existences de certains centres sanitaires Sensibilisation continue des populations sur les questions entre la forte fécondité et les risques de santé pour la mère et l'enfant	Absence de programme de planification familiale Analphabétisme des populations (pas de suivi médical) Déficits alimentaires Insuffisance de centres de soins Insuffisance de personnel soignant Faiblesse du système d'encadrement sanitaire, Insuffisance de logistiques Insuffisance d'infrastructures routières Manque de programme adéquat de prévention des maladies et de nutrition Manque ou éloignement de dépôts pharmaceutiques et produit non abordable par une grande partie de la population
Taux élevé de mortalité maternelle	Existences de certains centres sanitaires Sensibilisation continue des populations sur les questions entre la forte fécondité et les risques de santé pour la mère et l'enfant.	Absence de programme de planification familiale Analphabétisme des populations Déficits alimentaires Insuffisance de centres de soins et de prévention Insuffisance de personnel soignant Insuffisance de logistiques Insuffisance d'infrastructures routières Manque de programme adéquat de prévention des maladies et de nutrition Manque ou éloignement de dépôts pharmaceutiques et produit non abordable par une grande partie de la population Vulnérabilité des ménages au plan de la santé
Rapports sociaux	Une grande motivation et une capacité d'adaptation de la population	Éclatement de la cellule familiale de base Dislocation des réseaux de solidarité Un comportement fataliste face aux aléas climatiques Absence de droit de propriété



### 5.2.1.3L'analyse des problèmes socio-économiques

L'analyse des problèmes des sports et loisirs culture et emploi selon le cadre suivant :

**Tableau 8: Les problèmes des aspects socio-économiques**

Volet	Problèmes	Causes des problèmes	Conséquences	Perspectives, Axes Stratégiques
Domaine culturel, sportif et de jeunesse	Insuffisance d'infrastructures culturelles et sportives Risque de la disparition des centres dits des jeunes faute de documents fonciers appropriés Manque d'exploitation et d'entretien	Poids des traditions et de religions Désintéressement des communes quant à l'entretien de ces infrastructures	Délinquances des jeunes Exode Disparition de l'unité nationale, de cohésion, de solidarité et d'amitié entre les humains Baisse de la Santé et du bien être des populations	Promotion et revitalisation du patrimoine culturel traditionnel Valorisation des atouts culturels
Domaine de l'emploi	Chômage très poussé Déséquilibre énorme entre la demande et l'offre d'emploi d'une année à une autre	Faible capacité d'absorption de main d'œuvre qualifiée des entreprises parce que n'étant pas toutes créatrices d'emploi La crise économique persistante La gestion toujours traditionnelle des activités économiques. Manque de qualification Préférence des emplois de bureaux au détriment des emplois techniques L'inexpérience L'insuffisance des travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) L'accroissement de la population La politique économique non incitative L'insuffisance d'appui à l'initiative privée et à	Délinquances des jeunes Exode Migration des populations	Promouvoir les activités agricoles et d'élevage Insertion des jeunes dans le circuit de production à tous les niveaux Promouvoir l'adéquation entre la formation et l'emploi Création des unités de transformation des produits agro-sylo-pastoraux Création des centres d'élevage des alevins et multiplication des centres avicoles Création des usines de collecte et traitement des cuirs et peaux Multiplication des travaux à haute intensité de main d'œuvre La mise en place



Volet	Problèmes	Causes des problèmes	Conséquences	Perspectives, Axes Stratégiques
		l'entreprenariat		<p>d'un observatoire de l'emploi et de la formation dans l'immédiat</p> <p>Le maintien du programme spécial du Président de la République</p> <p>La création d'une politique nouvelle pour sécuriser l'investissement entre l'État et les investisseurs ;</p> <p>La mise à point d'une jeunesse entreprenante</p>

Les atouts, potentialités et contraintes par volet du domaine socio-économique sont ci-après :

**Tableau 9 : Les potentialités, atouts et contraintes dans le domaine socio-économique**

Volets	Atouts Potentialités	Contraintes
Domaine culturel, sportif et de jeunesse	<p>Importance des ressources humaines actives et mobilisable</p> <p>Infrastructures disponibles, riches et variées</p>	<p>Le manque et ou l'insuffisance de ressources matérielles, financières, techniques et humaines adéquates</p> <p>Manques ou insuffisances de des sponsors potentiels</p>
Domaine de l'emploi	<p>L'agriculture et l'élevage occupant plus de 90 % de la population de la région</p> <p>Une préoccupation majeure des autorités publiques</p> <p>Existence d'un service public de l'emploi dénommé Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE)</p> <p>L'institution du programme spécial par le président de la République</p>	<p>La crise économique persistante</p> <p>L'insuffisance d'appui à l'initiative privée et à l'entreprenariat</p> <p>Le faible niveau de qualification des femmes</p> <p>Non disponibilité des femmes liée aux contraintes sociales en général</p> <p>Possibilités offertes par le secteur informel qui</p>



Volets	Atouts Potentialités	Contraintes
		<p>absorbe plusieurs femmes en quête d'emploi.</p> <p>L'insuffisance des travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO)</p> <p>La politique économique non incitative</p>
<b>Volet accès à l'eau potable et à l'hygiène/assainissement</b>		
<p>Disponibilité des nappes phréatiques productives</p> <p>Eau de surface</p> <p>Existence des points d'eau modernes</p> <p>Existence des partenaires</p> <p>Existence des entreprises privées locales et spécialisées</p> <p>Existence de politique nationale en matière de l'eau potable</p> <p>Existence de structures communautaires, CGPE, AUE, AR, AP, ...</p> <p>Action de sensibilisation à l'endroit de l'Assainissement/Hygiène</p> <p>- Existence des services déconcentrés de BCC et des BE</p>	<p>Profondeur élevée dans les parties Nord</p> <p>Présence de fluor et de gaz toxique</p> <p>Présence de socle dans la zone Sud</p> <p>Faiblesse de débit des autres zones</p> <p>Insuffisance de latrines et de caniveaux</p> <p>Comportement de la population non favorable à l'hygiène/assainissement</p> <p>Problème de maintenance des ouvrages et leur autorisation</p>	<p>La faiblesse du niveau d'accès à l'eau potable est liée à la caractéristique hydro géologique des sols par endroits, de la capacité de gestion et de maintenance</p>
<b>Volet éducation</b>		
<p>Forte proportion des enfants scolarisables (6 à 12 ans)</p> <p>Mise en œuvre du PDDE</p> <p>Engouement de la population à scolariser leurs enfants</p> <p>Progrès des résultats des examens de fin d'année</p> <p>Forte participation des femmes dans les centres Alpha</p> <p>Présence des partenaires</p> <p>Existence des structures communautaires (COGES, APE, AME)</p> <p>Scolarisation de la jeune fille</p> <p>Existence des centres de formation</p>	<p>Fort taux de déperdition scolaire surtout chez les filles</p> <p>Insuffisance des infrastructures, équipements et manuels scolaires</p> <p>Insuffisance du personnel d'encadrement et d'enseignants en qualité et en quantité</p> <p>Débrayage intempestif</p> <p>Non respect des clauses du contrat par les 2 parties</p> <p>Mauvaise répartition des centres de formation professionnelle et technique</p>	<p>Le système éducatif régional est fragilisé par les facteurs liés à l'insuffisance de suivi et d'infrastructures scolaires</p>



Volets	Atouts Potentialités	Contraintes
professionnelle et technique Émergence des centres privés		
<b>Volet santé</b>		
Existence des structures communautaires Existence des PDSD et PDSR Les infrastructures sanitaires (CHR, HD, CSI, CS, Pharmacie) Personnel qualifié Existence de mutuelle de santé Existence de partenaires Valorisation de la pharmacopée traditionnelle Contractualisation avec les ONG/AD Émergence des écoles de santé Gratuité des soins des enfants 0-5 ans et femmes enceintes	Insuffisance du personnel en qualité et en quantité Vente anarchique des produits Insuffisance de logistiques, auto, motos Faible fréquentation des centres de santé Retard de remboursement des prestations liées à la gratuité Problème d'accueil dans certaines formations sanitaires Disfonctionnement des structures communautaires de gestion	Faible taux de couverture sanitaire lié à la forte démographie, au faible taux d'encadrement et à la mauvaise répartition spatiale des infrastructures sanitaires et le peu d'engouement de la population

### 5.3 L'analyse des activités économiques

L'économie de la région est majoritairement agro-sylvo-pastorale. Elle est caractérisée par une grande diversité de productions (filières végétale, animale, sylvicole et halieutique) correspondant aux potentialités du milieu.

Elle repose principalement sur des structures de production du type familial dans lesquelles l'agriculture et l'élevage demeurent des activités liées.

Sur le plan spatial, la région se décompose en quatre zones agroécologiques distinctes à savoir :

- la zone septentrionale constituée par le Goulbi de Maradi et ses affluents (le long de la frontière avec le Nigéria) et le lac de Madaroufa, tous situés au sud entre les isohyètes 600 et 800 mm ;
- la zone centrale contenant le Goulbi Kaba situé entre les isohyètes 600 et 400 mm ;
- la zone méridionale située au nord entre l'isohyète 400 mm et 200 mm et enfin ;
- la zone pastorale située dans l'extrême nord de la région (Fako Nord Dakoro), au delà de l'isohyète 200 mm.

Son potentiel productif naturel est caractérisé par :

- les terres agricoles : environ 71,5% de la superficie totale de la région,
- les terres pastorales : 25%),
- les terres forestières : 3,5%.

La population agricole se chiffre à 2.112.385 personnes réparties dans 300.102 ménages dont 3% dirigés par des femmes. Le tableau-1 ci-dessous donne la répartition de ces ménages agricoles selon les domaines d'activité.



### **5.3.1 Les problèmes, atouts et contraintes des productions agricoles**

L'analyse des activités de production agricole fait ressortir les forces, atouts, faiblesses et contraintes suivantes :

#### **5.3.1.1 Les atouts**

##### **5.3.1.1.1 Potentialités des sols pour les cultures pluviales**

La région de Maradi regorge d'énormes potentialités en sols, eau de surface et ressources humaines qui font d'elle le grenier du Niger.

- La région de Maradi dispose d'un vaste potentiel édaphique propice non seulement à l'agriculture pluviales mais aussi à l'irriguées. Selon les résultats du RGAC/2007, ce potentiel productif est estimé à 1.506.090 ha. Il est réparti en terre de plaine/plateau, bas-fonds, versant de colline.
- L'existence d'un potentiel propice pour pratiquer du maraîchage, il existe dans la Région plus de 40 mares lacs dont le lac de Madarounfa (800 ha), la retenue d'eau de Kourfin-Koura (60 ha) à vocation essentiellement agricole, pastorale et piscicole qui sont situées dans le sud de la région. Il faut également noter les mares de Birni-lallé et de Akadaney dans le département de Dakoro, destinée principalement à l'abreuvement des animaux et accessoirement aux activités halieutiques et de maraîchage, la retenue d'eau de Rafin Wada à vocation agricole, piscicole et les mares de Dargué, Kiré Zouba, Batafadoua et Zanguarma à vocation essentiellement agricole et pastorale, toutes situées dans le département de Guidan-Roumdji. Au niveau de la Commune urbaine de Maradi, la mare de Mogeur-Mogeur à vocation agricole, piscicole et accessoirement pastorale.
- L'existence d'une multitude d'organisations paysannes et d'association de développement. En effet, dans la Région de Maradi, on constate une dynamique organisationnelle réelle avec ses 170 ONG et associations de développement sans compter les structures et organisations paysannes mise en place au niveau local par les communautés ;
- L'autre atout de la Région de Maradi est relatif au nombre relativement élevé de projets, programmes. On dénombre plusieurs domaines d'intervention de ces projets et programmes dont principalement l'agriculture, l'élevage, les infrastructures notamment dans le secteur de l'hydraulique, l'aide à l'enfance, etc.
- L'existence de mécanisme locaux de financement des activités économiques (FSIL, les institutions de micro finance, etc.).

##### **5.3.1.1.2 Les contraintes**

Face à ces atouts du système de production agricole, les contraintes rencontrées sont entre autres :

- La dégradation continue de la fertilité des sols due au système d'exploitation extensif de l'agriculture, à la coupe abusive du bois, aux feux de brousses et surtout au surpâturage ; cette dégradation continue de la fertilité des sols a pour conséquence la réduction des superficies cultivables, la disparition en partie des forêts et des superficies de plus en plus insuffisantes par exploitant ;
- La baisse de la fertilité des sols qui a pour conséquence la baisse de la production et est cause du déficit céréalier quasi permanent de la Région ;



- La faiblesse des équipements et le faible niveau de technicité des producteurs s'expliquent par la faible utilisation des semences améliorées, le bas niveau de la mécanisation agricole. Ce qui a pour conséquence l'utilisation généralisée des semences traditionnelles souvent pas adaptées aux conditions climatiques conjuguées à une utilisation d'outils traditionnels comme la daba ;
- Le faible niveau de technicité de l'agriculture qui a pour cause le faible niveau d'alphabétisation des agriculteurs, l'insuffisance d'encadrements techniques et le faible taux de réceptivité des thèmes de vulgarisation ce qui entraîne la faible organisation des producteurs.
- L'insuffisance des terres et des eaux pourrait s'expliquer par la forte pression démographique et la dégradation des terres dues aux multiples usages ce qui oblige les paysans à exploiter des terres à rendement quasi nul.
- Problème de mévente pour les années excédentaires est expliqué par l'inorganisation des marchés de céréales et l'inexistence de prix garantis ce qui a pour conséquence la non garantie de revenus aux producteurs du fait des problèmes d'écoulement et de mévente.
- La grande fluctuation des prix des produits maraîchers du fait du caractère saisonnier des fruits et légumes, de leur production groupée dans le temps et de l'inexistence de moyen de conservation.

### **5.3.2 Les problèmes, atouts et contraintes des productions animales et pastorales**

Les atouts de l'élevage de Maradi sont :

- L'existence d'un cheptel relativement important d'une grande variété d'espèces animales, en effet, dans la Région, toutes espèces élevées au Burkina sont répertoriées dans la Région.
- Trois types d'élevages sont rencontrés dans la Région. Ce sont, l'élevage transhumant, l'élevage sédentaire et l'embouche qui de plus en plus intéresse les femmes.
- La stratégie d'intégration de l'élevage et de l'agriculture avec une utilisation intensive des résidus de récoltes dans l'alimentation du bétail et l'utilisation du fumier pour enrichir les champs de culture.
- L'importance de la place tenue par la Région de Maradi comme plaque tournante pour la commercialisation du bétail et des cuirs et peaux entre le Sahel et les débouchés sur l'extérieur notamment le Nigeria.



Tableau 10 : Problématiques du secteur de l'élevage

Volet	Atouts/ potentialités	Contraintes
Encadrement	<p>Accès des éleveurs aux services de base publics et privés dans tous les départements ;</p> <p>Présence de nombreuses associations et ONG d'éleveurs œuvrant dans la promotion et la modernisation de l'élevage,</p> <p>Présence des institutions de recherches et de vulgarisation des techniques en matière d'élevage (INRAN, centre d'élevage caprin, le ranch de Fako nord Dakoro et la station avicole) ;</p> <p>Existence de plusieurs partenaires au développement intervenant dans le secteur.</p>	<p>Insuffisance en personnel cadre et en personnel d'exécution</p> <p>Inadéquation entre cadre de conception et cadre de terrain</p> <p>Insuffisance des structures publiques et privées d'encadrement</p> <p>Mauvais état des structures existantes</p> <p>Insuffisance et mauvaise répartition des infrastructures hydrauliques</p>
effectif cheptel	<p>Un important effectif du cheptel (1 953 605 UBT en 2007) entraînant un capital bétail de près de 332.207.854.290 FCFA,</p> <p>Une diversité de races (bovine, ovine, caprine, asine, cameline équine) et des espèces (azawak, chèvre rousse, oudah, etc.) entraînant un important stock génétique pour la sélection</p> <p>Une bonne adaptation des troupeaux aux zones écologiques et aux modes d'exploitation</p>	<p>Inadéquation entre l'effectif et les ressources disponibles (effectif supérieur à la capacité de charge)</p> <p>Une concurrence accrue entre la population humaine et la population animale surtout dans la zone sud dans l'utilisation des ressources pastorales.</p>
Santé animale	<p>Disparition des maladies meurtrières comme la peste bovine et la péripneumonie contagieuse des bovidés</p> <p>Existence de circuit d'approvisionnement en produits vétérinaires de qualités ;</p> <p>Une sensibilisation accrue des éleveurs par les services publics, les services privés, les ONG et les projets</p>	<p>Multiplication accrue d'un réseau de para vétérinaire non qualifiés</p> <p>Persistance des maladies parasitaires et infectieuses l'insuffisance en moyens d'intervention au niveau des services techniques,</p> <p>Absence d'un système performant de distribution des produits zoo vétérinaires</p> <p>Non-application des textes législatifs en matière de la détention et de la mise en vente de ces produits d'une part et de la vaccination contre les maladies infectieuses d'autre part,</p> <p>Absence d'un système de suivi des activités des privés et des auxiliaires para vétérinaires,</p>



Volet	Atouts/ potentialités	Contraintes
Ressources pastorales	<p>Existence d'une vaste zone pastorale (9.600 km<sup>2</sup>) méritant d'être préservée et aménagée</p> <p>Existence dans la zone agropastorale et agricole (27.600 km<sup>2</sup>), de grandes enclaves pastorales et des forêts classées qui sont des sources potentielles de pâturage,</p> <p>Existence des jachères relativement importantes en zone agropastorale,</p> <p>Présence des couloirs de passage et aires de pâturages communautaires matérialisés ou en voie de l'être,</p> <p>La forte intégration de l'agriculture à l'élevage dans les zones agropastorale et agricole permettant une bonne mise en valeur des résidus de récoltes, de la force de travail et du fumier des animaux</p>	<p>Aléas climatiques et inadéquation entre le système d'élevage pratiqué (en majorité extensive) et l'occupation anarchique des terres par les cultures</p> <p>Réduction drastique de fourrages disponibles en quantité et en qualité et des massifs forestiers naturels au profit de l'agriculture ;</p> <p>Dégradation poussée des espaces pastoraux résiduels du fait de leur surexploitation tandis que le cheptel de la région est en augmentation ;</p> <p>Persistance des conflits entre agriculteurs -éleveurs et entre éleveurs eux-mêmes suite au rétrécissement de l'espace disponible pour la circulation des animaux et la répartition des points ;</p> <p>Fréquence des feux de brousse.</p> <p>Mauvais maillage en points d'eau pastoraux</p> <p>Existence en zone pastorale des points d'eau familiaux dont l'accès est difficile pour les non-résidents (stratégie de contrôle des ressources pastorales)</p>
Productions animales	<p>Production de la viande, du lait, du fumier et de la force de travail pour l'auto consommation</p> <p>Bovin, ovin, caprin et camelin pour la production de viande et de lait</p> <p>Bovin, ovin, caprin, camelin, asin, équin pour le travail et le fumier</p> <p>La volaille pour la viande et les œufs</p> <p>Cuir et peaux utilisés pour l'artisanat le surplus est vendu au Nigeria</p> <p>Vente d'animaux sur pied au Nigeria</p>	<p>Statistiques peu fiables par manque d'agents</p> <p>Consommation par personnes et par an insuffisante de viande (2,78 kg) et du lait (61,67 kg),</p> <p>Cuir et peaux ne recevant pas de traitement depuis plus de 10 ans</p> <p>L'aviculture paye une lourde tribu aux maladies infectieuses</p>
Commercialisation du bétail	<p>La proximité avec le Nigeria qui constitue une bonne opportunité d'échange notamment pour le commerce du bétail et des cuirs et peaux,</p>	



### **5.3.3 Les problèmes, atouts et contraintes des productions forestières et fauniques**

#### **5.3.3.1 Les atouts**

Les principaux atouts de la Région dans le domaine des ressources forestières, pêche et faune sont :

- La Région dispose d'un nombre appréciable de réalisations dans le domaine forestier avec une diversité d'espèces ligneuses,
- Des zones de chasses concédées à deux (2) privés,
- Existence de plantations privées.

#### **5.3.3.2 Les contraintes**

Les principales contraintes sur les produits forestiers sont :

- La sécheresse et la baisse de la nappe phréatique dont les conséquences sur le couvert végétal ne sont plus à démontrer.
- La pression démographique avec une hausse des besoins en produits forestiers
- La baisse de la fertilité qui pousse l'homme à une déforestation
- Le surpâturage du fait de la concentration du bétail avec des effets néfastes sur le couvert végétal.

Quant à la faune et la pêche les principales contraintes sont :

- Le braconnage
- L'ensablement des cours et plans d'eau
- Le faible niveau d'organisation des acteurs.

### **5.3.4 Les problèmes de l'artisanat**

#### **5.3.4.1 Les atouts de l'artisanat**

Ils sont les suivants :

- L'artisanat est une activité traditionnellement exercée par dans la Région ce qui explique l'existence des neuf corps de métiers dont les procédés de production sont transmis de génération en génération, c'est une activité qui est dans les mœurs de la population.
- Il existe dans la Région la plus part des matières premières consommées par l'artisanat (cuirs et peaux- produits forestiers pour l'artisanat du bois).
- Le financement des activités d'artisanat est assuré par les mécanismes locaux de financement comme le fait le Fonds de Développement Local du PDL/Maradi.
- Il existe une demande locale, nationale et extérieure pour certains produits de l'artisanat.
- Du fait du caractère historique de cette activité dans la Région, les itinéraires de production de certains corps de métiers sont maîtrisés par les producteurs.
- L'artisanat se révèle être une source de revenus dans la Région.

#### **5.3.4.2 Les contraintes de l'artisanat**

Les principales contraintes que rencontre l'artisanat sont :

- L'insuffisance de formation des artisans pour qu'ils puissent proposer des produits compétitifs sur le plan national et international.



- L'insuffisance d'organisation de la filière pour faciliter les approvisionnements des matières premières et l'écoulement des produits à bon prix.
- L'insuffisance des fonds de roulement des artisans pour élargir la base productive et assurer le développement des activités d'artisanat.

### **5.3.5 L'analyse des problèmes du tertiaire**

#### **5.3.5.1 Les atouts**

Les atouts du **secteur tertiaire** sont les suivants :

- Le marché central de Maradi joue un rôle central d'approvisionnement et de redistribution pour les chefs-lieux de départements et de communes mais aussi des autres localités de la région.
- Le commerce du bétail est exercé sur des marchés spéciaux (existence de 61 marchés de bétail dans la Région) par de nombreux commerçants avec les acheteurs locaux.

Pour le commerce, on peut citer les éléments suivants :

#### **En ce qui concerne le transport, les atouts sont les suivants :**

- La position carrefour de Maradi avec une route goudronnée à 1 heure de la capitale.
- L'existence d'une tradition et d'une longue pratique de l'activité commerciale.

**Pour l'hôtellerie**, on pourrait citer comme atout l'existence de fêtes et traditions populaires qui pourraient drainer des opportunités en matière d'hôtellerie et de quelques traditions de chasse. Parmi ces fêtes et traditions populaires, on peut citer le triennal des arts et traditions populaires et le festival régional de la musique traditionnelle. On peut également à ce titre citer la fête des Aznas ou le « Boudin Daji » qui se déroule chaque année à Tibiri-Gobir et le « Hawan Kafo » ou la montée des cornes qui se déroule à la place du chef de Province de Katsina-Maradi.

#### **5.3.5.2 Les contraintes des activités du secteur tertiaire**

Le développement des activités du secteur tertiaire rencontre un certain nombre de contraintes limitant.

Pour ce qui concerne le commerce, les principales contraintes sont :

- La prédominance du secteur informel dans l'activité commerciale, ce qui limite les performances de cette activité et son encadrement ; La majeure partie des marchés sont sous équipés, ce qui ne permet pas leur pleine exploitation surtout quand il s'agit de produits périssables ;
- L'inorganisation insuffisante des acteurs du secteur pour permettre des actions groupées ;
- L'étroitesse du marché local en terme de marché solvable ;
- Au manque de dynamisme des acteurs du sous secteur dû à la faiblesse d'organisation de ceux-ci mais aussi au caractère informel des opérateurs dans leur majorité.

Pour le transport, les principales contraintes sont relatives au parc automobile vieillissant, aux tracasseries policières, à l'inexistence de gares modernes au niveau des chefs-lieux de départements et l'état défectueux de certains tronçons.



## 5.4 L'analyse des problèmes des infrastructures et des équipements

Les différents équipements et infrastructures dont bénéficie la région de Maradi, contribuent à des degrés divers, au développement économique, social et culturel de la région. Toutefois, certaines contraintes tendent à freiner cette contribution. Les atouts sont ci-après.

Répartition quasi uniforme des équipements scolaires et sanitaires dans tous les départements ;

Niveau de desserte relativement satisfaisant ;

Apport des réalisations du Programme Spécial du Président de la République, des ONG et Projets.

### 5.4.1 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures scolaires

Tableau 11 : Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures éducatives

Problématiques	Atouts et potentialités	Contraintes
Insuffisance des infrastructures éducatives par rapport au nombre d'enfants à scolariser	Nombre important d'enfants à l'âge d'aller à l'école Volonté politique Disponibilité des bailleurs de fonds	Forte proportion des classes en paillote Insuffisance d'équipement Surcharge d'élèves dans les classes

### 5.4.2 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures sanitaires

Tableau 12 : Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures sanitaires

Problématiques	Atouts et potentialités	Contraintes
Faible taux de couverture (62% contre 71% sur le plan national)	Disponibilité des bailleurs de fonds à appuyer le secteur Volonté politique Émergence de l'initiative privée	Manque d'espace dans les anciens quartiers pour la construction des infrastructures (CUM) - Insuffisance d'équipements matériels et logistique

### 5.4.3 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures hydrauliques

Tableau 13 : Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures hydrauliques

Problématiques	Atouts et potentialités	Contraintes
Faiblesse du taux théorique de couverture (PS/PR) Prédominance des points d'eau non potable	Disponibilité des bailleurs de fonds Volonté politique (PS/PR) - Disponibilité d'énormes potentialités en eau souterraine	Problème d'entretien Beaucoup d'ouvrages non fonctionnels Présence de socle dans la zone sud (Dan Issa) Profondeur de la nappe et présence du gaz dans le nord Présence du fluor à Tibiri - Rupture fréquente de la



Problématiques	Atouts et potentialités	Contraintes
		fourniture d'eau dans la ville



#### 5.4.4 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures des télécommunications, routes et pistes

Tableau 14: Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures de télécommunication

Volet	Problématiques	Atouts et potentialités	Contraintes
Télécommunication	Couverture insuffisante pour la SONITEL et Sahel COM	Existence d'une série de réseaux publics et privés (poste, téléphone, audiovisuelle)	Liaisons téléphoniques difficiles à Dakoro Acquisition du terrain Problème d'énergie dans certains endroits
Routes	Réseau routier insuffisant et dégradé	<p>Passage de la route nationale N°1 bitumée, permettant la desserte aisée des chefs lieux de départements de Guidan – Roumdji, Aguié et Tessaoua ;</p> <p>Présence de la route nationale n°9 bitumée assurant les interrelations de la Région avec le Nigeria ;</p> <p>Dessertes bien assurées entre le chef lieu de région et les chefs lieux de département ;</p> <p>Projet de bitumage de la route Tibiri – Dakoro (en voie de démarrage) ;</p> <p>Projet de construction de 71 km de routes rurales dans le cadre du Programme Spécial du Président de la République, dans les départements de : Guidan Roumdji (22 km) – Dakoro (25 km) – Tessaoua (24 km) ;</p> <p>Projet de réalisation de 250 km de routes en terre (Réhabilitations et construction neuves) sur l'ensemble de la région par le Projet IRDAR en vue de désenclaver les communes rurales et les bassins de production ;</p> <p>Dessertes assurées entre le chef lieu de région et les chefs lieux de départements</p> <p>Projets en instance de démarrage dans le secteur</p>	Insuffisance du maillage du réseau routier Dégradation accrue du réseau routier
Gare routière		Existence d'une gare moderne routière	



Volet	Problématiques	Atouts et potentialités	Contraintes
		à Maradi	
Électricité	Dépendance du Nigeria	Volonté politique Réseau existant Interconnexion	Besoins supérieurs à la quantité fournie par le Nigeria Coupure intempestive

Source : Monographie de la Région de Maradi, 2007, Atelier de validation & Investigation du consultant

#### 5.4.5 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures culturelles et de loisirs

Tableau 15: Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures sportives, culturelles et de loisirs

Problématiques	Atouts et potentialités	contraintes
État de dégradation des équipements sportifs et socio culturels	Existence au sein de la communauté urbaine de Maradi d'équipements sportifs et socioculturels Existence de terrain de sport et de maison de jeunes et de la culture dans tous les départements	Insuffisance du niveau d'aménagement des équipements sportifs, socioculturels, touristiques Absence d'infrastructures hôtelières dans tous les départements Absence de musée régional

Source : Monographie de la Région de Maradi, 2007, Atelier de validation & Investigation du consultant

#### 5.4.6 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures touristiques et hôtelières

Dans le domaine du tourisme, les potentialités existantes souffrent d'un déficit de valorisation.

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration présente un déficit notoire sur l'ensemble de la région.

Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures de transformation et de production artisanale

Tableau 16: Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures de transformation et de production artisanale

Volet	Atouts et potentialités	Contraintes
Marchés à bétail	Zone d'élevage Exportation vers les pays de la sous région Décentralisation (apport important pour les communes)	Majorité des marchés non équipés
Séchoirs des cuirs et peaux	Zone d'élevage Importance de la demande interne et externe	Non utilisation des séchoirs par les acteurs

Source : Monographie de la Région de Maradi, 2007, Atelier de validation & Investigation du consultant



### 5.4.7 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures marchandes

Tableau 17: Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures marchandes

Volet	Problématiques	Atouts et potentialités	Contraintes
Marchés à bétail		Zone d'élevage Exportation vers les pays de la sous région Décentralisation (apport important pour les communes)	Majorité des marchés non équipés
Infrastructures économiques	Forte concentration des institutions financières, économiques et IMF	Présence des opérateurs économiques en milieu urbain et des marchés	Taux d'intérêt prohibitif
Marchés	Manque de marché moderne dans la ville de Maradi Accessibilité des marchés ruraux	Importance du commerce Présence d'un projet de financement des infrastructures marchandes	Conflits d'intérêt Dédommagement

Source : Monographie de la Région de Maradi, 2007, Atelier de validation & Investigation du consultant

### 5.4.8 Les problèmes, les atouts et contraintes des infrastructures administratives et d'encadrement technique

Tableau 18: Problématiques, atouts, potentialités et contraintes des infrastructures administratives et d'encadrement technique

Problématiques	Atouts et potentialités	contraintes
Insuffisance et vétusté des infrastructures	Existence de certaines infrastructures Décentralisation	Plus de 50% des communes n'ont pas de sièges propres Insuffisance des infrastructures et leur mauvais état pour les services déconcentrés

## 5.5 Les problèmes en matière d'organisation de l'espace

Les principales contraintes en matière d'organisation de l'espace sont :

- insuffisance de l'exploitation des terres irrigables (35 %) ;
- insuffisance de l'encadrement, avec un agent de base pour 53 villages (correspondant à 31 112 actifs agricoles) ;
- concurrence et juxtaposition de l'élevage avec les activités agricoles, d'où des rapports très tendus entre agriculteurs et éleveurs ;
- pression foncière dans le sud de la région du fait que l'élevage pratiqué par les agro-pasteurs est confronté à un rétrécissement de l'espace ;



- faible desserte par les réseaux d'électricité, de téléphone, d'eau et d'assainissement ;
- accroissement rapide de la population ayant pour corollaire des besoins additionnels à satisfaire (services sociaux de base et accessibilité) et une dégradation de l'environnement ;
- fort taux d'urbanisation, avec l'arrivée massive des jeunes ruraux que le chômage et la pauvreté peuvent conduire à la délinquance ;

Les principales contraintes en matière d'organisation de l'espace sont :

- dynamisme des opérateurs économiques ;
- grands espaces favorables au pastoralisme ;
- existence d'un potentiel aménageable pour la production agricole ;
- potentiel en matière d'encadrement hérité des différents programmes et projets exécutés dans la région.

## **6 Les problématiques générales d'aménagement et de développement de la région de Maradi**

### ***6.1 Du point de vue des ressources naturelles***

La région de Maradi présente un potentiel en ressources naturelles relativement important. On y distingue, 2.476.680 ha de terre cultivable, 829.029 ha de formation forestière, 800.000 ha de superficie pastorale, une quarantaine de mares, une diversité d'espèces fauniques et halieutiques, etc. Toutefois, la région est confrontée à des problèmes environnementaux majeurs, dus à des conditions climatiques peu favorables et à un déséquilibre entre l'exploitation des ressources et leur disponibilité pour la satisfaction des divers besoins d'une population qui connaît une importante croissance (agriculture, élevage, habitat réserve)

### ***6.2 Du point de vue de l'accès aux services sociaux de base et du contexte humain***

La problématique du développement de la région de Maradi s'articule autour des principaux éléments suivants :

- La dynamique démographique de la région pose des problèmes de gestion des ressources naturelles (foncier, pastoralisme) et d'accès aux services sociaux de base.
- Les conflits de leadership et les pesanteurs socio culturelles sont de nature à compromettre les actions de développement.
- Des efforts importants ont été déployés et continuent de l'être dans le domaine de l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, hydraulique, et assainissement art et culture) en effet de nombreuses écoles ont été construites sur l'ensemble du territoire de la région il en est de même pour les infrastructures de santé, d'eau potable et assainissement, mais face au dynamisme démographique de la région, les réalisations s'avèrent insuffisantes devant une demande sans cesse accrue. La conséquence est que de nombreux enfants (45%) ayant atteint l'âge d'aller à l'école, sont privés de cette possibilité ; bon nombre d'établissements, les classes sont en sur effectifs et les conditions d'hygiène et d'assainissement défectueuses. La situation des classes en paillotes constitue une source de très grande préoccupation ; dans le domaine de la santé



En effet, de nombreuses écoles ont été construites sur l'ensemble du territoire de la région. Néanmoins, face au dynamisme démographique de la région, les réalisations s'avèrent insuffisantes devant une demande sans cesse accrue. La conséquence est que de nombreux enfants (45%) ayant atteint l'âge d'aller à l'école, sont privés de cette possibilité.

Dans bon nombre d'établissements, les classes sont en sur effectifs et les conditions d'hygiène et d'assainissement défectueuses. La situation des classes en paillotes constitue une source de très grande préoccupation.

Une partie importante de la population souffre d'analphabétisme faute d'insuffisance de centres de formation.

En matière de santé, de nombreux besoins en matière de couverture sanitaire demandent à être satisfaits, d'où la nécessité de multiplier la construction des CSI et cases de santé, selon un rythme soutenu.

Enfin la question de l'assainissement demeure entière faute d'infrastructures ce qui entraîne un faible accès à l'eau potable et à l'assainissement.

### **6.3 Du point de vue du développement des activités économiques**

D'une manière générale la problématique de développement des activités économique de la région de Maradi peut se ramener aux problèmes majeurs suivants :

- La dégradation continue des ressources naturelles supports essentiels des systèmes de production agro sylvo pastorales entraînant du même coup une précarité des producteurs ruraux et des conflits récurrents pour leur utilisation concurrentielles ;
- Une menace permanente en matière de sécurité alimentaire
- Un effectif de cheptel important avec un système d'exploitation inadéquat exerçant une pression de plus en plus insupportable sur le couvert végétal
- Les faibles performances des activités économiques
- Une exploitation anarchique des carrières et une forte demande en bois et la baisse de son volume ;
- Une activité commerciale dans laquelle l'informel est prépondérant ;
- Les faibles capacités techniques et d'organisation des acteurs dans les divers secteurs des activités de la Région

### **6.4 Du point de vue du développement des infrastructures et des équipements**

L'analyse diagnostique des équipements et des infrastructures fait ressortir que la région de Maradi dispose d'une série d'équipements et d'infrastructures de divers niveaux de rayonnement et de répartition spatiale inégale, de même que des niveaux variés de satisfaction.

La problématique majeure en ce qui concerne les infrastructures et équipement est qu'en dépit des efforts réalisés, le rythme de construction de nouvelles infrastructures est largement dépassé par la progression de la demande.

A titre illustratif, le programme de création 2008 – 2009 avait prévu la création de quatre vingt dix (90) nouvelles écoles ; en fin d'année 2008, le taux de réalisation était de 276 écoles, face à la pression des besoins ; dans le domaine de la santé, l'accroissement démographique freine l'évolution du taux de couverture sanitaire ; en matière de transport et communication, le réseau routier en terre souffre de dégradations généralisées. Les départements de Guidan – Roumdj (Sud et Nord) et Dakoro (Nord)



demeurent encore enclavés. Concernant l'alimentation en eau potable, 5 à 10 % des ouvrages hydrauliques en zone rurale, sont en panne, faute d'entretien par les populations bénéficiaires ; dans le domaine de l'alimentation en énergie électrique, la dépendance de la fourniture à l'égard du Nigeria, est à la base des multiples coupures d'électricité qui engendrent des désagréments dans tous les secteurs d'activités ; enfin en ce qui les autres infrastructures, elles sont concentrées dans la Communauté Urbaine de Maradi.

## 7 Les tendances lourdes et les scénarii

### 7.1 Les tendances lourdes du milieu physique

Les tendances lourdes sont les phénomènes qui caractérisent l'évolution du milieu physique sur la dernière décennie (1997-2006). Dans l'ensemble, les tendances lourdes du milieu physique sont articulées autour du processus continu de dégradation des ressources en eau, sols et végétation.

L'analyse diagnostique de l'évolution des différents paramètres permettent de proposer les tendances lourdes du milieu physique. Les principaux facteurs clés sont :

**Sol** : La tendance montre d'une part, la saturation foncière au sud de la région avec une réduction des superficies cultivées par habitant et d'autre part, une extension du front agricole au nord sur des terres marginales.

**Ressources hydriques** : les efforts des réalisations des points d'eau se réduisent avec une tendance à la hausse en 2007 d'où une amélioration de la couverture en eau actuellement.

**Ressources forestières** : les besoins en bois, les recettes forestières et les fréquences des feux de brousse s'accroissent, alors que les interventions pour restaurer les ressources forestières se réduisent sauf les opérations de CES/DRS qui connaissent une tendance à la hausse.

**Ressources pastorales** : le bilan fourrager est globalement positif, avec une tendance à l'augmentation des besoins des animaux par rapport aux pâturages disponibles qui s'est traduit en 2007 par un bilan fourrager négatif.

**Ressources fauniques** : la tendance est à une réduction importante des recettes fauniques avec une amélioration en 2007.

**Ressources halieutiques** : la production a considérablement diminué, mais on assiste depuis 2006 à une certaine amélioration.

**Ressources naturelles et propriété foncière** : la tendance montre une domination de la location, de la mise en gage et de la vente des terres et la disparition du don et du prêt.

Les principales tendances dans le domaine du climat sont :

- Une diminution constante de la durée moyenne de la saison des pluies. Si les dates d'installation des pluies sont restées stables dans l'ensemble (variation de 15%), les dates de retrait sont en revanche plus erratiques et ont souvent entraîné une nette réduction du nombre de jours pluvieux au Sahel (variation de 20% dans la zone bio-climatique soudanienne plus de 30% dans les régions bioclimatiques sahéliennes) ;
- Une baisse tendancielle des cumuls pluviométriques pour toute la zone CILSS, caractérisée par une variabilité plus importante pour la zone bio-climatique sahélienne ;
- Un glissement des isohyètes vers le sud d'environ 100 km ; Une augmentation des températures en surface.



Pour ces tendances dont la maîtrise par l'homme reste difficile voir inaccessible, le renforcement des capacités à s'adapter à ces tendances constitue la principale alternative viable. C'est une alternative qui combine à la fois : La gestion intégrée des ressources en eau et la lutte contre l'érosion ; La mise en place et en opération d'un système d'alerte et d'information sur les risques climatiques ; La gestion intégrée de la fertilité des sols ; La promotion d'un agropastoralisme d'équilibre ; L'intensification de l'élevage.

## **7.2 Les tendances lourdes du milieu humain et les perspectives de développement**

Le pouvoir politique traditionnel bien structuré des deux provinces constitue un élément très fort sur lequel il faudra compter pour asseoir une politique de développement harmonieux de l'espace de la région de Maradi. En effet le fonctionnement des structures ainsi mises en place fait ressortir une organisation qui prend en compte aussi bien les diverses couches socioprofessionnelles mais aussi les classifications sociales tout comme la caractéristique homme/femme chacun jouant son rôle pour le fonctionnement normal de la région. Tout comme la parfaite cohabitation entre les divers groupes sociaux, leurs pratiques religieuses (islam, christianisme, animisme) les ethnies et les langues parlées collaborent en parfaite harmonie et font de l'organisation sociale un modèle de cohésion dont les conflits sont rares voire inexistantes.

Maradi est l'une des régions phares du pays au plan de la dynamique socio-économique et socio-culturel pour asseoir une politique de développement

Au plan de la sous région, si la proximité avec le Nigeria est un atout important pour le développement commercial de Maradi, il n'en demeure pas moins vrai que les fluctuations de la Naira monnaie Nigériane exercent des pressions beaucoup plus négatives que positives pour l'économie de la région. Conjuguée à la récession économique du Niger depuis la baisse drastique du prix de l'uranium des années 1980 et la réduction progressive de la production agricole liée au phénomène de la sécheresse et la désertification, les répercussions de ces facteurs ont considérablement mis en branle l'élan socio-économique de la région.

Ces pesanteurs d'ordre économique-temporel font face au poids beaucoup plus lourd des réalités socio-politiques et culturelles de la région. Elles se résument à :

- la résurgence du droit au premier occupant qui se traduit par un problème de gestion de l'espace Tibiri-Gobir dont chacun des chefs de province revendique l'antériorité d'une frange de l'intersection entre les 2 entités en référence aux textes étatiques des années 70 ;
- la richesse des activités culturelles, qui, à défaut de soutiens et d'investissements ont tendance à ne pas évoluer vers la modernité ;
- l'importance des ressources humaines du fait du taux élevé de l'accroissement démographique, le plus élevé du pays, et qui, au lieu d'apporter les réponses aux ménages pour le besoin en main d'œuvre, contraste avec le niveau de pauvreté rendant difficile l'épanouissement humain en milieu rural et urbain ;
- le taux élevé d'analphabétisme et le faible taux de scolarisation qui, conjugués aux pratiques traditionnelles néfastes et à la recherche du profit, se traduisent par l'émergence d'une mentalité rendant difficile la prise en compte des réalités pour le mieux être des familles. L'on perçoit à juste titre que certains problèmes économiques ne traduisent que les comportements socio- culturels et non l'absence des ressources de la région ;



- une forte migration des bras valides contribuant d'une part à accroître les revenus des familles mais avec pour conséquence le dépeuplement des localités rurales et un accoïsement des villes.

La famille constitue une unité sociale qui regroupe des individus issue d'une même lignée généalogique et ceux qui sont alliés. Chaque famille est constituée de ménages et la tête de chaque ménage existe un chef qui exerce une autorité sur les autres membres. En effet selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (2006), 82% des ménages ont, à leur tête un homme et dans près d'un ménage sur cinq (19%), le chef de ménage est une femme à l'exception de Niamey où le taux est de 14%. On note que de 1992 à 2006 la proportion des ménages dirigés par les femmes a légèrement augmenté passant entre 1992 et 1998, de 9% à 13% et entre 1998 et 2006 de 13% à 19%.

D'une façon générale, il y a une certaine répartition des tâches dans chaque ménage surtout entre les hommes et les femmes mais, on trouve de plus en plus de femmes chefs de ménage.

### ***7.3 Les tendances lourdes des activités économiques et les perspectives de développement***

Les tendances lourdes, ce sont les phénomènes qui ont caractérisés le déroulement des activités économiques sur le long terme et qui sont observées durant la décennie 1997-2008.

Ces constats vont concerner surtout les activités agro sylvo-pastorales du fait de leurs caractères prédominants sur l'économie de la Région.

A partir de ces tendances des scénarios de développement des activités à l'horizon 2025 sont esquissées sur la base d'hypothèses émises.

- Les productions céréalières ont évolué en dents de scie et on constate une tendance à la hausse de ces production céréalières à partir de 1998, une telle évolution en dents de scie peut être attribué aux aléas climatique non maîtrisés ;
- Les superficies consacrées aux céréales varient en dents de scie et ont tendance à la baisse aux profits d'autres spéculations tel le coton, et ce, en fonction des prix ;
- Les superficies importantes de sols dégradés ont été réhabilitées par les aménagements sous forme de CES qui s'installe dans les habitudes des populations de la Région ;
- Des cultures de spéculation comme le sésame, le niébé s'installent et se développent dans la Région ;
- Une pénétration de la culture du coton est constatée dans la partie sud de la Région ;
- Les exploitants agricoles investissent de plus en plus dans l'élevage qui connaît une transition vers une gestion semi intensive, cette tendance consacre une plus grande intégration de l'agriculture et de l'élevage avec des effets bénéfiques réciproques ;
- L'activité d'embouche s'installe chez les agriculteurs surtout chez les femmes et est considéré comme une source appréciable de revenu ;
- La filière niébé se met en place dans la Région, les superficies qui y sont consacrée progressent, les techniques de production et conservation s'améliore.
- Le maraîchage s'installe comme une activité substantielle de la Région grâce à l'existence des ressources en eau ; les légumes et fruits procurent des emplois et des revenus à un nombre de plus élevé dans la Région.



- Les cultures vivrières (riz, maïs, sorgho) produites à partir de la petite irrigation contribuent à atténuer les crises vivrières du pays.
- Sur long terme on constate une croissance régulière du cheptel toutes espèces confondues avec des taux de croissance de 2% pour les bovins et 3% pour les ovins et caprins
- La transhumance se développe de plus en plus sur de longues distances avec des départs définitifs d'éleveurs vers des zones plus avantageuses pour leur activité d'élevage ; et du fait de la réduction des espaces nécessaires à l'exercice de l'élevage à caractère extensif dans la Région.
- L'autre tendance c'est la plus grande intégration de l'élevage à l'agriculture, en effet les producteurs agricoles deviennent des agro pasteurs, et l'élevage devient pour eux une sorte de refuge pour lutter contre les aléas de la production végétale sous pluies ; l'élevage leur permet en outre d'intensifier leur production agricole par l'utilisation du fumier pour enrichir les sols, et l'utilisation des bœufs de trait pour les travaux champêtres
- La dégradation des pâturages se confirme d'année en année obligeant les acteurs de l'élevage à pratiquer de plus l'embouche bovine et ovine aussi bien en campagne que dans les villes.
- La culture fourragère s'installe dans la Région et les résidus sont de plus en plus utilisés dans l'alimentation du bétail, il en est des sous produits agro-industriels
- La commercialisation des produits d'élevage (bétail, viande, cuir et peau) procure des revenus à un nombre de plus en plus important des habitants de la Région, l'activité d'élevage procure le plus de revenus à la Région
- La transformation du lait s'installe dans la Région à partir des noyaux d'élevages laitiers chez les pasteurs sédentarisés dont la commercialisation du lait procure de plus en plus de revenus aux femmes
- L'intensification du système de production de l'élevage s'installe dans la Région avec une émergence de promoteurs capables d'impulser une nouvelle dynamique, il s'agit de l'introduction de nouvelles races d'animaux pour la production de viande et la production du lait
- La ville de Maradi se confirme dans son rôle de plaque tournante pour la commercialisation du bétail et des cuirs et peaux
- Sur le long terme on constate une dégradation du couvert végétal et faunique au niveau de la Région
- La lutte contre la dégradation des sols et la perte de la fertilité des sols est l'une des activités des populations et des intervenants, ce qui s'est traduit par la généralisation des techniques de conservation des eaux et des sols
- Les impacts et les avantages des aménagements sont reconnus et appréciés par les populations.
- Le secteur secondaire est embryonnaire dans la Région, seul l'artisanat est une activité en expansion aussi bien en ville qu'en campagne il se positionne comme une source de revenu et demande à être organisé surtout l'artisanat du cuir.
- Le caractère informel du commerce est dominant dans la Région, le commerce du bétail et de ses sous produits est important dans la Région et la ville de Maradi joue un rôle de plaque tournante.
- La proximité de la ville de Maradi avec le Nigeria et sa facilité d'accès font d'elle une ville qui se spécialise dans l'organisation des séminaires et des rencontres et cela constitue un atout pour le développement du tourisme.



#### **7.4 Les tendances lourdes en matière d'infrastructures et équipement**

Au vu de la situation actuelle, et de l'évolution telle qu'elles ressortent de l'analyse diagnostique, les tendances majeures en matière d'équipements et d'infrastructures, se définissent comme suit :

- De nombreuses réalisations sanitaires ont été effectuées et continuent de l'être avec la participation de l'État, des divers autres partenaires et de la population.
- Quant au taux de couverture sanitaire global, il est passé de 42% en 2004, à 62% en 2008, soit une augmentation de 20 points en 4 ans, ceci grâce à la réalisation des cases de santé, notamment à la transformation de certaines d'entre elles en CSI. Ainsi dans le domaine de la santé, les Centres de Santé Intégrés (CSI) qui n'étaient qu'au nombre de 45 en 1998, sont passés à 112 de nos jours, soit une augmentation globale de 40% en l'espace de 10 ans
- A l'instar de la santé, de nombreuses constructions de classes ont été réalisées dans tous les départements, particulièrement dans le domaine de l'éducation de base, grâce à la mise en œuvre d'une part des orientations du Plan de Développement Décennal de l'Éducation (PDDE), et d'autre part du Programme Spécial du Président de la République Ainsi le nombre d'écoles primaires est passé de 454 en 1995 à 1784 en 2007, dénotant un rythme de création de 111 écoles en moyenne par an. Dans le même intervalle de temps, le nombre de salles de classes est passé de 1490 à 5478, traduisant un rythme de réalisation de 332 salles de classes en moyenne par an. La population scolarisée est passée de 73.132 en 1997 à 244.557 en 2007, soit un taux de scolarisation de 55,4%. Concernant l'enseignement secondaire, le nombre de classes est passé de 175 en 1995 à 431 en 2007, soit un accroissement global de 2,5 fois en 12 ans, d'où un rythme de construction de 21 classes en moyenne par an. Cette faiblesse relative du nombre de classes neuves est à la base des classes surchargées de 6<sup>e</sup> (plus de 70 élèves par classe) dans certains départements. De même, la prépondérance des classes en paillotes tend à persister.
- Exception faite de la gare centrale de Maradi, l'évolution des équipements marchands n'a pas connu de faits très marquants sur le plan de leur aménagement
- Toutefois, la conjonction des actions de valorisation des potentialités et de désenclavement au niveau de certains départements, a favorisé un certain niveau d'intensification des échanges
- Le réseau routier entretenu n'a pas connu d'évolution notoire durant les cinq (5) dernières années. Il est passé de 1148,8 km en 2002 à 1184,4 km en 2007, toutes catégories confondues. Sur le plan de la couverture audiovisuelle et téléphonique, des progrès sont en train d'être réalisés à travers des investissements émanant des opérateurs économiques privés. L'évolution dans les domaines du tourisme et de l'hôtellerie, laisse apparaître un certain niveau de stationnement
- La couverture en points d'eau moderne a connu une évolution notable. En effet le nombre de Points d'Eau Modernes (PEM) est passé de 3313 en 2000 à 5.556 en 2007, soit un accroissement global de 1,7 en 7 ans, d'où un rythme de réalisation de 320 PEM en moyenne par an. Le taux de couverture est ainsi passé de 42,87% à 60,63.
- La couverture en électricité s'est légèrement améliorée à travers l'électrification des chefs-lieux de départements mais reste en deçà des besoins de la région.



## **7.5 Les tendances lourdes de l'organisation et du fonctionnement de l'espace régional**

Les principales tendances qui caractérisent la gestion de l'espace régional

- L'engagement de plus en plus confirmé des producteurs dans la dynamique d'appropriation et de gestion participative de leur développement ;
- La poussée et la pression démographique avec ses conséquences notamment en conversion des espaces sylvicoles et pastoraux en espaces agricoles et en demande de services sociaux (éducation, santé, etc.) ;
- La dégradation accélérée de l'environnement autour des grandes agglomérations du fait de la demande de plus en plus croissante en bois de chauffe, de l'impact négatif de l'orpaillage sur l'environnement ;
- Le mode d'occupation de l'espace se caractérise par une tendance à la stabilisation des populations et à la création d'unités homogènes basées sur les relations plus renforcées entre transhumants et populations locales. Ce qui facilite l'acquisition de terres.
- Le fait qu'on observe désormais une occupation continue de l'espace surtout aux alentours des grandes agglomérations et des habitations (chefs lieux de départements et de communes).
- Le taux d'occupation des terres arables dans le système traditionnel a atteint un seuil de plus de 70%.

## **7.6 La dynamique du changement à travers les initiatives structurantes et les tendances vers la modernité**

Les principaux facteurs d'intégration régionale et de mise en relation avec les autres régions mais aussi les pays voisins restent les voies de communication, les activités commerciales mais aussi l'existence des potentialités et ressources naturelles tel les mares et lacs naturels, les forêts et la tradition de ville carrefour pour l'accès au Nigéria.

En tant que principal canal d'échanges, les voies de communication constituent une donnée importante pour l'accès aux services sociaux de base et d'évacuation des productions locales qu'elles soient issues des cultures pluviales ou de celles de décrue. L'existence de voies reliant les chefs-lieux de départements à la capitale régionale constituent des facteurs de promotion du développement régional. Les fonctions d'encadrement des centres urbains doivent nécessairement être mises en cohérence avec leurs dotations en infrastructures et en voies d'accès de bonne praticabilité et répondre aux besoins des populations concernées au niveau des autres pôles de développement et localités de la région. C'est en cela que le processus d'urbanisation doit être à la fois vertical (hiérarchie des centres) et horizontal (fonctions de base fondamentale) afin que les zones urbanisées ou en cours d'urbanisation puissent assurer leur fonction de moteur de développement.

La complexité des problèmes fonciers évoqués avec les autorités locales mérite qu'une réflexion particulière soit menée sur la question. En effet, de nombreux problèmes existent et le plus important consiste aujourd'hui à assainir le fichier domaniaux afin de clarifier les statuts d'occupations des parcelles mais aussi des aires d'influence traditionnelle.

Il ressort également du diagnostic que l'encadrement assuré par le milieu urbain est un encadrement fortement administratif. Les actions motrices pouvant permettre au monde rural de disposer de services de qualité et d'un encadrement effectif, font énormément défaut. Dès lors, les centres urbains arrivent difficilement à jouer un rôle de véritable pôle



de référence. En l'absence de fonctions urbaines fortes, l'accompagnement adéquat du processus d'urbanisation et d'encadrement du monde rural reste en deçà des aspirations des populations.

## **8 Les grandes orientations d'aménagement et de développement de la région de Maradi**

### **8.1 La finalité du SRAT**

En termes de finalité du SRAT de Maradi, on pourrait retenir :

Assurer le développement durable de la région de Maradi en se basant sur ses potentialités tout en prenant en compte ses contraintes et des problématiques majeures de cette région dans le cadre d'une organisation optimale de l'espace pour un développement harmonieux des différentes activités et initiatives pour une satisfaction optimum des besoins des populations

### **8.2 Les grandes orientations et les axes d'aménagement et de développement**

En termes de perspectives et orientations du SRAT on pourrait retenir :

- Promouvoir une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour la satisfaction des différents besoins concurrentiels ;
- Renforcer les capacités humaines par un plus grand accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, hygiène et assainissement, emploi etc.) ;
- Promouvoir les performances de l'économie régionale ;
- Améliorer la couverture des réseaux et des équipements dans l'espace régional ;
- Structurer l'organisation de l'espace régional en assurant la liaison ville - campagne et villes - centres et villages

#### **8.2.1 Promouvoir une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour la satisfaction des différents besoins concurrentiels.**

Les objectifs stratégiques :

- Dans le domaine du climat, réduire la vulnérabilité et la dépendance de l'économie régionale des conditions climatiques à travers un système efficace de prévention et de gestion des risques ;
- Dans le domaine de l'eau, assurer une meilleure connaissance des ressources en eau pour leur utilisation pour le développement des activités économiques par l'aménagement de petits périmètres irrigués à partir d'eau de surface non pérenne ;
- En ce qui concerne les sols, développer des stratégies d'amélioration de la fertilité des sols ;
- Concernant les ressources végétales, la stratégie consistera à accroître les ressources forestières par la protection/réaffectation des forêts classées, la création de forêts et le renforcement des forêts villageoises et ou communales

#### **8.2.2 Renforcer les capacités humaines par un plus grand accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, hygiène et assainissement, emploi etc.) :**

##### **Sur le plan socioculturel**

- Réduire les pesanteurs socio culturelles ;



- Renforcer l'esprit la solidarité sociale.

#### **Sur le plan démographique**

- Réduire le taux de croissance démographique (espacement de naissance, planning familial) ;
- Fixer les jeunes dans leurs terroirs.

#### **Sur le plan de l'éducation**

- Accroître le taux de scolarisation (avec prise en compte des différences entre les genres)
- Atteindre le taux de scolarisation de 80% à l'horizon 2027 (avec un accent particulier sur les jeunes filles) ;
- Faire passer le taux d'alphabétisation à 70 % d'ici 2027 (avec également un accent particulier qui est mis sur les femmes et les jeunes filles)

#### **Sur le plan de la santé et action sociale**

- Accroître la couverture sanitaire de la région
- Sur le plan de l'accès à l'eau potable
- Assurer la couverture globale de la population en eau potable

### **8.2.3 Promouvoir les performances de l'économie régionale ;**

Dans le cadre de l'axe stratégique relatif à la promotion des performances économiques de la province ; les objectifs et actions suivants sont poursuivis :

#### **Dans le domaine des productions agricoles**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Maîtriser l'eau pour développer la culture irriguée
- Intensifier les productions par l'utilisation de la fumure organique et les intrants agricoles
- Promouvoir des variétés à cycle court et organiser la commercialisation des produits agricoles
- Intégrer l'agriculture et le pastoralisme
- Organiser les filières porteuses et organiser la commercialisation des produits agricoles
- Renforcer les capacités des producteurs et de leurs organisations (alphabétisation, encadrement).

#### **Dans le domaine des productions pastorales il s'agira de**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Assurer une protection zoo sanitaire du cheptel
- Rapprocher les pharmacies vétérinaires des éleveurs et les rendre financièrement accessibles
- Rendre accessibles les infrastructures d'élevage (parc de vaccination, marché de bétail, points d'eau, pistes à bétail etc.)
- Assurer la formation et l'équipement des auxiliaires vétérinaires dans les villages
- Aménager des zones de pâture et des pistes de bétail
- Promouvoir l'élevage intensif
- Encourager l'installation des privés (vétérinaires, zootechniciens etc.)
- Promouvoir le système d'information sur les marchés du bétail



- Développer les filières porteuses en matière d'élevage (bétail viande, lait cuir et peau)
- Appuyer les structures et organisations faïtières des éleveurs
- Appuyer à la gestion des infrastructures d'élevage
- Renforcer l'introduction des nouvelles races adaptées et productives
- Aménager des points d'eau (mares, barrages, puits pastoraux et forages)

**Dans le domaine mine et de l'orpillage et carrière il s'agira de :**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Organiser la filière
- Moderniser l'exploitation des carrières
- Sécuriser l'environnement dans le cadre de l'exploitation des sites

**Dans le cadre des activités forestières, de chasse et de pêche s il s'agira de :**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Intensifier les systèmes d'exploitation agro- sylvo-pastorales
- Aménager les sols par les techniques de défense et de restauration des sols et des eaux
- Renforcer les capacités organisationnelles et techniques d'organisations socio professionnelles

**Dans le cadre des activités de l'artisanat il s'agira de :**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Développer les compétences techniques et d'organisation des artisans ;
- Promouvoir le financement de l'artisanat
- Diversifier la production artisanale,

**Dans le cadre des activités de transformation il s'agira de :**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Faciliter l'accès au crédit
- Organiser et former les acteurs du secteur
- Diversifier les produits sous produits

En termes d'actions prioritaires il s'agira de :

- Facilités d'accès au crédit

**Dans le domaine du commerce il s'agira de :**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Organiser les échanges de la région avec le reste du pays, et l'extérieur notamment le Nigeria,
- Favoriser l'installation de banques
- Diversifier les produits de commerce
- Favoriser l'accès au crédit

**Dans le domaine du transport il s'agira de :**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Renouveler le parc automobile
- Encourager de nouvelles compagnies

**Dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie il s'agira de :**

En termes d'objectifs on retiendra :



- Assurer la promotion des sites touristiques
- Construire des infrastructures d'accueil
- Favoriser l'organisation et la professionnalisation des acteurs du secteur
- Améliorer la couverture des réseaux et des équipements dans l'espace régional

#### **8.2.4 Améliorer la couverture des réseaux et des équipements dans l'espace régional ; Dans le cadre de l'axe stratégique relatif à l'amélioration de la couverture des services sociaux et des équipements dans l'espace provincial, il peut être défini les actions de la façon suivante.**

En termes d'objectifs on retiendra

- Accroître les capacités en infrastructures scolaires pour l'enseignement de base primaire par la normalisation des infrastructures existantes et la construction de nouvelles infrastructures
- remplacer des écoles en paillette par des infrastructures définitives ;

##### **Dans le domaine infrastructures sanitaires**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Accroître les capacités en infrastructures sanitaires par la normalisation des infrastructures existantes et la construction de nouvelles infrastructures

##### **Dans le domaine infrastructures hydrauliques**

En termes d'objectifs on retiendra

- Soutenir la couverture en infrastructures d'hydraulique humaine par la réhabilitation des points d'eau existants en mauvais état et la réalisation de nouveaux points d'eau ;
- Soutenir la couverture en infrastructures d'hydraulique pastorale par la réalisation de nouveaux points d'eau ;
- Procéder à la mise en valeur des mares naturelles existantes et à la réalisation de lacs artificiels ;
- Aménager les bas-fonds non encore mis en valeur

##### **Dans le domaine infrastructures de transport, postes et télécommunications**

En termes d'objectifs on retiendra

- Améliorer la couverture en infrastructures de transport, postes et télécommunications ;
- Procéder au bitumage des routes ;
- Réhabiliter les routes régionales
- Construire les routes départementales et les routes de désenclavement des grandes agglomérations ;
- Réhabiliter les aérodomes ;
- Construire des gares routières normalisées dans les chefs-lieux de départements ;
- Renforcer et étendre la couverture téléphonique et l'offre du service internet ;
- Construire des infrastructures de postes et télécommunications ;
- Renforcer les stations de vente de carburant existantes et construire de nouvelles stations de vente ;
- Assurer la réception des émissions radiophoniques et télévisuelles ;



- Construire des kiosques de ventes de journaux.
- Réhabiliter les infrastructures de transformation et de productions artisanales existantes et construire de nouvelles infrastructures selon les normes ;
- Renforcer la capacité des productions artisanales

**Dans le domaine infrastructures sportives, culturelles et de loisirs**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Réhabiliter les infrastructures sportives, culturelles et de loisirs existants et construire de nouvelles infrastructures selon les normes ;

**Dans le domaine infrastructures de transformation et de productions artisanales et minières**

En termes d'objectifs on retiendra :

- Réhabiliter les infrastructures de transformation et de productions artisanales existantes et construire de nouvelles infrastructures selon les normes ;
- Renforcer la capacité des productions artisanales ;

**Dans le domaine infrastructures marchandes**

- Valoriser les infrastructures marchandes existantes et réaliser de nouvelles infrastructures selon les normes

## **8.2.5 Structurer l'organisation de l'espace régional en assurant la liaison ville - campagne et villes - centres et villages**

**Du point de vue de l'encadrement administratif :**

- Améliorer le niveau et la qualité du service public pour mieux répondre aux attentes du monde rural
- Assurer une complémentarité et une synergie d'action entre la représentation de l'administration nationale et les administrations communales et traditionnelles
- Renforcer les capacités des centres urbains en matière de maîtrise d'ouvrage locale
- Améliorer les compétences locales à travers la formation
- Du point de vue de l'encadrement économique
- Renforcer le fonctionnement des grands équipements structurants existants (Marchés, gares routières, etc.) à travers leur adaptation et l'amélioration de leur mode de gestion
- Créer des cadres de concertations professionnels pour l'esquisse d'une stratégie locale en matière d'économie

**Du point de vue de l'encadrement politique :**

- Circonscrire et assainir le cadre du débat politique à travers l'instauration de règles de bonne conduite
- Du point de vue de l'encadrement culturel
- Organiser l'activité culturelle et sportive locale en faisant participer toute la région pour accroître le niveau du sentiment d'appartenance à une même région
- Du point de vue de l'encadrement financier
- Plaider pour l'installation d'établissements bancaires dans tous les départements afin d'améliorer l'environnement financier et d'accroître les opportunités locales.
- Rechercher des financements pour la création d'équipements nouveaux
- Accroître les relations de coopération décentralisée à travers une meilleure organisation des comités de jumelage et une adhésion des populations



## 9 Le schéma d'aménagement et de développement à long terme (horizon 2023)

D'une façon générale, l'environnement d'aménagement et de développement pourrait être marqué par des facteurs endogènes et exogènes. Dans le cas de cette étude, les principaux facteurs à prendre en compte pour établir les projections à l'horizon 2023 sont :

- La forte croissance démographique de la population et par voie d'entraînement ses besoins croissants en nourriture, en énergie, en bois, en routes, en logements, etc. ;
- Le climat avec ses pluies insuffisantes et irrégulières, ses sécheresses persistantes, ses températures élevées, ses déplacements d'isohyètes, etc. ;
- La pauvreté avec ses conséquences sur les comportements des hommes notamment la délinquance, le banditisme, l'incivisme, etc. ;
- L'agriculture avec son caractère extensif et dévoreuse d'espaces d'intérêt forestier ;
- L'élevage avec son caractère extensif et ses effets d'accentuation du phénomène de désertification et de désertisation ;
- Le cadre législatif et réglementaire avec ses faiblesses et son inadaptation ;
- Les politiques et stratégies sectorielles de développement avec leurs incohérences, leurs précarités et leurs lourdeurs, etc. ;
- Le cadre foncier avec ses incertitudes et les mains mises du gouvernement sur la propriété des terres, etc. ;
- Les facteurs et pesanteurs socioculturels avec leurs persistances et leurs barrières à priori inabordables.
- Le développement industriel avec ses exigences et ses coûts sociaux ;
- Les facteurs politiques et institutionnels avec leurs crises.

Le schéma a pour horizon l'an 2023, la population de la région de Maradi excèdera à cette date les 5 millions d'habitants dont 25 % (1.260.000) vivant en milieu urbain et 75 % (3.800.000) vivant en milieu rural. Les besoins à satisfaire dans tous les domaines seront énormes :

- Un prélèvement sur les réserves de terres ;
- Une exploitation des terres impropres à l'agriculture ;
- Une pression très forte sur les terres forestières et celles jusque là réservées à l'élevage.

Le SRAT présente l'image souhaitée du territoire régional de Maradi en 2023 au regard des orientations et objectifs d'aménagement et de développement du territoire retenues pour la région, en prenant en compte les contraintes réelles et objectives. Cette image est conçue à partir de projections d'actions conformes aux objectifs et stratégies de développement de la région. Le scénario retenu détermine les marges de manœuvre de la région au regard des facteurs conjoncturels. Cette démarche permettra d'assurer une flexibilité nécessaire pour gérer les déviations dans l'évolution souhaitée des options que des indicateurs permettront de repérer.

### 9.1 Schéma de structure et de développement durable

Selon la stratégie nationale de développement urbain, « le développement rural nécessite de traiter avec autant d'application à l'amont (les financements, les appuis



techniques, les intrants, la formation, l'alphabétisation, la santé...) que l'aval, l'accès à des marchés, la disponibilité de transports pour l'écoulement commercial des produits alimentaires produits en milieu rural ».

C'est par les villes, qui sont les lieux de marché et de communication avec le reste du monde, que se structure l'ensemble de l'espace, y compris l'espace rural et agricole.

Le schéma de structure vise à assurer un développement durable de la région, réduire les disparités importantes entre les départements et renforcer les relations entre la ville et la campagne ;

Six éléments structurants ont permis de façonner l'image future de la région au regard du scénario optimal retenu. Il s'agit de :

- la hiérarchie urbaine et des pôles de développement
- les zones à potentialités industrielles ;
- les zones d'aménagement et de développement ;
- les axes de communication terrestres et des nœuds d'échange ;
- les grands équipements et infrastructures ;
- les formes dominantes d'utilisation de l'espace.

La combinaison de ces éléments donne la situation suivante :

### **9.1.1 Niveau I : Les métropoles régionales**

Deux centres joueront le rôle de métropoles régionales. Il s'agit de Maradi qui est déjà la capitale régionale et de Tessaoua, excentrée à l'Ouest, qui deviendra une métropole d'équilibre. Ces deux localités concentreront une population urbaine estimée à plus de 300.000 habitants en 2023 quelque soit la tendance. Maradi se retrouvera renforcée dans sa fonction administrative et technique et fournira des services supérieurs dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, etc.) au reste de la région. Elle doit être renforcée pour lui permettre de rayonner sur toute la région notamment par des fonctions économiques (industrie, commerce, artisanat). Quant à Tessaoua, cette localité servira de métropole d'équilibre et doit être renforcée pour fournir des services supérieurs aux populations de la partie Ouest de la région du fait de sa proximité avec le Nigéria mais aussi avec Zinder, Chef-lieu de région. Elle doit organiser la population de cette partie de la région en relation avec Mahayi. Le centre de Dakoro devra également connaître une meilleure dotation afin de faciliter le rôle moteur de la ville de Maradi

### **9.1.2 Niveau II : Les centres départementaux**

Le niveau II est constitué de sept centres. Il s'agit des capitales (Madarounfa, Tessaoua, Aguié, Guidan Roumdji, Dakoro et Mayahi) des départements pour lesquelles, il s'agira de renforcer leurs fonctions administratives et de développer des fonctions économiques. Ces localités doivent être renforcées pour qu'elles jouent un rôle de dimension par département en fournissant des services de niveau départemental (santé, éducation, services commerciaux, de transport, services économiques, etc.). Toutefois, les centres de Tessaoua et de Dakoro devront faire l'objet d'une attention particulière en tant que centres d'équilibre compte tenu de leur éloignement de la capitale régionale.

### **9.1.3 Niveau III : Les centres communaux**

Ils sont constitués par les chefs-lieux des communes. Ce sont des centres qui doivent rayonner sur les communes concernés en fournissant des services de niveau moyen (santé, éducation, transport, téléphone, auberge...)



#### **9.1.4 Niveau IV : Villages centres**

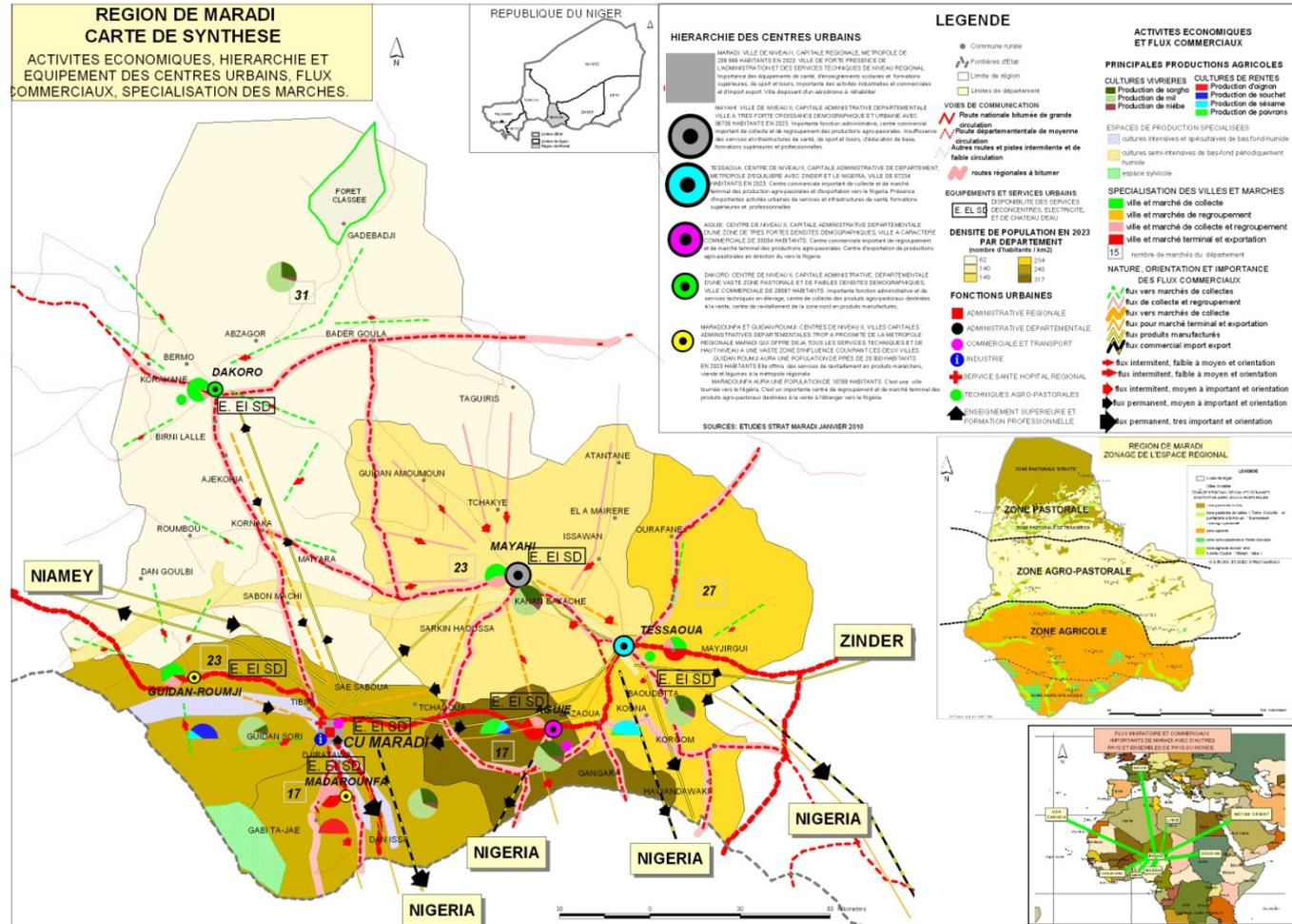
Ce sont des centres de dimension locale qui jouent le rôle de villages centres et offrent des services essentiels à des groupes de villages.

#### **9.1.5 Les pôles de développement**

Les pôles de développement sont soit des villes ou soit des centres d'activités où la croissance économique se propage à l'arrière pays. Les pôles de développement ont en général une fonction structurante et de fourniture des services et prestations élémentaires. A ce titre, ils sont dotés des infrastructures nécessaires pour encadrer et satisfaire les populations des localités riverraines en tant que centre de référence. Ils sont par ailleurs reconnus comme étant des centres d'attraction permanents pour l'intérêt qu'ils ont dans les échanges (marchés, carrefours, transit, etc.), leur rôle dans la gestion politique traditionnelle ou encore leur émergence en tant que grand centre de production.



Carte n° 2: SRAT de la région de Maradi en 2023





## **9.2 Modalités de mise en œuvre du SRAT de Maradi**

La mise en œuvre du SRAT/Maradi, pour être efficace devra réunir certaines conditions. Il s'agit de la détermination claire du cadre institutionnel de sa gestion, de la réglementation qui accompagne le schéma, des documents de planification intermédiaires à élaborer, des modalités pratiques de son exécution (plan programme, tableau de bord, coordination, le suivi/évaluation et le financement).

### **9.2.1 Le cadre institutionnel de l'exécution du SRAT**

Le cadre institutionnel pour la mise en œuvre et le suivi d'exécution du SRAT est une condition sine qua non pour assurer sa mise en œuvre effective par l'ensemble des parties prenantes. C'est pourquoi, le pilotage devra être assuré de façon permanente en vue

La mise en œuvre du SRAT nécessite un cadre institutionnel et interpelle la contribution de tous les acteurs à travers un partenariat vrai et dynamique. Ce partenariat met en présence, l'État, les Collectivités décentralisées, la société civile, le secteur privé, les acteurs spécifiques, les partenaires techniques et financiers.

### **9.2.2 Les partenaires techniques et financiers**

Les partenaires techniques et financiers ou bailleurs de fonds de la région de Maradi (coopération décentralisée) et du Niger pourront :

- participer à la concertation avec les différents acteurs ;
- appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des investissements ;
- accompagner le développement des capacités institutionnelles, législatives, et techniques des différents acteurs ;
- contribuer à la mobilisation pour le financement du SRAT.

### **9.2.3 Les documents de planification intermédiaires**

Le SRAT de Maradi constitue pour l'ensemble des collectivités mais aussi des partenaires au développement de la région un document de référence pour élaborer des documents de planification correspondant à leur domaine de compétence. Les communes, les départements, les services techniques régionaux et départementaux pourront élaborer des schémas et plans qui reprennent les volets qui les concernent. La région devra envisager la réalisation de six (6) schémas et plans départementaux, huit (8) SDAU et plans pour les communes urbaines, quarante un (41) SDAU et plans pour les communes rurales, un plan régional reprenant les actions de dimension régionale pour lesquelles il faut une gestion unique, des schémas et plans directeurs sectoriels et zonaux respectivement pour les services sectoriels (élevage, environnement, agriculture, eau, etc.) et pour les zones d'aménagement.

### **9.2.4 La réglementation et le caractère juridique du SRAT**

L'aménagement et la spécialisation des espaces dans la Région de Maradi créeront les conditions pour l'application des règles d'aménagement et de gestion, prévues par les textes et lois réglementant la gestion des ressources naturelles du territoire régional. En effet, la réalisation des aménagements ruraux et urbains permettront leur meilleure gestion. Celle-ci sera plus facilitée, mieux élaborée et adaptée compte tenu de son contexte déconcentré et décentralisé. Le schéma organise le territoire, les lois et réglementations facilitent et réglementent son aménagement et sa gestion.



### **9.2.5 Les modalités pratiques de son exécution**

Comme toute activité de promotion du développement, la mise en œuvre du SRAT nécessite des conditions préalables parmi lesquelles la coordination des interventions, le financement de ces dernières, l'élaboration d'un plan programme et d'un tableau de bord.

### **9.2.6 La coordination**

Si la mise en œuvre du schéma se fait de manière décentralisée, il est tout de même nécessaire d'assurer une coordination pour s'assurer de son bon déroulement d'ensemble et apporter des solutions dans les domaines où il y a des problèmes. La CRAT est le lieu privilégié pour discuter de l'harmonisation des interventions à l'échelle régionale. Elle devra s'atteler à ce que les projets régionaux puissent progresser correctement vers leurs objectifs. La participation des différents acteurs de l'aménagement du territoire (collectivités, État, opérateurs...) au niveau de ces structures permettra d'assurer une réalisation harmonieuse des schémas et plans d'aménagement départementaux. Mais il y a un certain nombre de problèmes à régler pour permettre la coordination effective des interventions. La concertation et le fonctionnement de la CRAT ont des charges qui devraient être budgétisées au niveau des structures déconcentrées de l'État (régions, Département) pour permettre une bonne gestion du développement. Les partenaires au développement devront tout simplement, venir en appui.

### **9.2.7 Le financement**

Le SRAT sera financé à travers les moyens couramment mobilisés pour financer le développement économique et social. Il s'agit des ressources des collectivités locales, de l'apport de l'État, de la contribution des partenaires au développement, du privé et autres acteurs du développement. Les programmes d'aménagement des collectivités seront inclus dans leurs plans de développement. Pour les projets d'investissement dont la charge dépasse la capacité financière des collectivités, l'État viendra en appui aux collectivités pour leur réalisation. Il revient aux collectivités de bien élaborer leurs projets d'investissement dans les domaines de leur compétence et de rechercher les financements nécessaires pour leur réalisation.

### **9.2.8 Le plan programme**

Le plan programme est un document qui reprend l'ensemble des projets prioritaires structurants nécessaires à la réalisation du SRAT. Il permettra la mise en cohérence des interventions sectorielles entre elles et avec les moyens financiers dont dispose la région. Pour chaque projet il fait une description succincte, détermine la localisation, l'organisme responsable et fait une évaluation approximative du coût.

Il prend en compte les actions en cours et celles programmées à moyen et long termes.

D'une façon générale, les actions suivantes seront mise en œuvre sur 5 ans. Ce budget sera exécuté selon les proportions respectives suivantes de l'année 1 à l'année 5 : 17,0% ; 22,1% ; 22,1% ; 19,9% et 16,2% soit 100% au bout de la période de cinq ans.

D'un coût global estimé à 527,170 milliards de FCFA, il peut être tabulé ainsi qu'il suit :



Tableau 19 : Synthèse récapitulative du budget estimatif du plan prioritaire du SRAT

RUBRIQUES	COUTS	%
Domaine de l'environnement	2 200	0,42%
Domaine de l'agriculture	60 000	11,38%
Domaine de l'élevage	4 490	0,85%
Initiatives de soutien à la production	90	0,02%
Infrastructures sportives et culturelles	1 600	0,30%
Gare routière	1 700	0,32%
Routes	325 000	61,65%
Infrastructures administratives	20 000	3,79%
Banques céréalières	1 500	0,28%
Marchés	17 000	3,22%
Marchés à bétail	6 700	1,27%
Parcs de vaccination	900	0,17%
Abattoir	8 400	1,59%
Infrastructures hydrauliques et Assainissement	24 200	4,59%
Infrastructures sanitaires	10 900	2,07%
Commerce	1 100	0,21%
Aspects socio-culturels	450	0,09%
Aspects démographiques	3 850	0,73%
Santé et action sociale	650	0,12%
Hygiène et assainissement	280	0,05%
Hydraulique	190	0,04%
Gestion des ressources naturelles	2 765	0,52%
Productions agricoles	12 015	2,28%
Productions pastorales		1,30%



RUBRIQUES	COUTS	%
	6 840	
Infrastructures éducatives	6 900	1,31%
Mines et carrières	400	0,08%
Activités forestières, de chasse et de pêche	5 250	1,00%
Artisanat	1 650	0,31%
Industries de Transformation	150	0,03%
<b>TOTAL</b>	<b>527 170</b>	<b>100,00%</b>



## 10 Conclusion

A la lumière des analyses précédentes, la situation d'aménagement et de développement de la région de Maradi témoigne des efforts réalisés, et en voie par l'État et ses principaux partenaires. Toutefois, l'ampleur des besoins liée au dynamisme démographique et économique de la région, nécessite une plus grande mobilisation des ressources et une meilleure coordination de toutes les actions.

Après avoir décliné l'analyse des problèmes, les atouts, potentialités et contraintes, on peut retenir que l'ensemble des ressources et potentialités en présence dans la région sont suffisantes et susceptibles d'être mises à contribution afin de booster l'économie régionale. Une telle option requiert l'esquisse de projections et scénarii d'aménagement et de développement à l'horizon 2023.

a. Principales conclusions du diagnostic sur le milieu biophysique

- Sur le milieu humain
- Forte démographie de la population
- Forte densité de la population
- Jeunesse de cette population
- Dynamisme de la population
- Diversité socioculturelle

b. Sur le milieu physique

- Forte dégradation des ressources naturelles
- Changements climatiques
- Pression foncière
- Saturation des sols
- Existence de nombreux plans d'eau
- Existence de forêts
- Existence de potentialités dans le domaine des carrières et mines
- Existences de terres cultivables et de bas-fonds

La Région de Maradi est confrontée aujourd'hui à une très forte dégradation de ses ressources naturelles. Cette dégradation résulte de plusieurs facteurs tels que les changements climatiques, l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles, la pression foncière due à des forts taux d'accroissement démographique.

Vu le rythme de dégradation, il est à craindre que la région de Maradi ne puisse disposer à terme des ressources naturelles (sol, forêts, eau) pouvant permettre la satisfaction des besoins et le développement de la région.

En effet, les besoins en bois de feu sont supérieurs à la capacité de production annuelle des formations forestières et ceci ne fait que s'accroître d'année en année.

L'effectif de la faune s'est considérablement réduit du fait de la dégradation de l'habitat et du braconnage.

La ressource halieutique est confrontée à une disparition de plusieurs espèces et à la baisse des productions, à cause de l'ensablement, des sécheresses et des mauvaises pratiques de pêche.

Les ressources pastorales s'amenuisent à cause des sécheresses récurrentes, du surpâturage et de la disparition des aires de pâturage au profit de l'agriculture. Ceci réduit les potentiels traditionnels de pâturages et limite les mouvements de



transhumance. De nombreuses espèces (*Cenchrus*, *Eragrostis*, *Andropogon*) disparaissent, pour faire place à des espèces non palatables (*Sida cordifolia*).

Dans le domaine de l'agriculture, on assiste à la saturation des sols dans le sud et le centre, la remontée du front agricole vers le nord. Les sols sont très dégradés, les conditions climatiques souvent défavorables, le caractère extensif de l'agriculture ont des conséquences néfastes sur la production agricole. Ajouter à cela, l'accélération du phénomène de désertification, la disparition de la jachère.

Ainsi, si aucune action n'est entreprise, on risquerait d'assister à la disparition presque totale du potentiel forestier, à des déficits en bois de plus en plus croissant. La dégradation de l'habitat de la faune aura pour conséquence la disparition de la chasse coutumière et de toute autre sorte de chasse. La disparition des mares par l'ensablement provoquera la disparition de la biodiversité halieutique de la région et de l'activité de pêche. Sur le plan agricole, le phénomène de la désertification sera généralisé et l'absence de nouvelles terres propices à l'agriculture, engendrera une pauvreté généralisée, l'insécurité alimentaire, et la famine. Les aires de pâturage risqueraient de disparaître à cause des cultures et l'envahissement des espèces non palatable ; avec des conséquences comme, la non disponibilité de la ressource, la perte du cheptel et la croissance de la fréquence et de l'intensité des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Dans une perspective de développement sur la base des avantages comparatifs dont dispose la région et de dynamisation du secteur privé, un certain nombre de contraintes doivent être levées à travers notamment :

- L'exploitation de manière optimale des avantages comparatifs vis-à-vis surtout du Nigeria et accorder une attention particulière aux domaines agricole (notamment le développement des cultures de rente) et pastoral (par la valorisation des produits animaux et dérivés) tout en mettant l'accent sur la recherche de solutions alternatives aux aléas climatiques telles que l'irrigation.
- Le développement des unités de transformation agro-industrielles pour mieux valoriser les produits ;
- La pratique de politique de planification familiale adéquate pour rendre compatibles les taux de croît démographique et économique ;
- La valorisation des ressources humaines en mettant l'accent d'abord sur la scolarisation des enfants et l'alphabétisation fonctionnelle des adultes ;
- Le changement des mentalités en mettant l'accent sur la sensibilisation et le renforcement des capacités.

Les stratégies à mettre en œuvre pour surmonter les différentes contraintes doivent cependant prendre en compte le nouveau contexte de la décentralisation qui place les communautés au centre du développement local. A ce titre, elles doivent être parties prenantes à toutes les décisions concernant la conduite des actions à entreprendre et bénéficier de la part de l'encadrement technique tout l'appui-conseil qui est son rôle dans le nouveau contexte. Les populations, désormais responsables de leur propre développement, se doivent d'être formées en conséquence, pour non seulement pouvoir identifier les véritables problèmes de leurs entités et initier les actions nécessaires à leur résolution.

C'est sur la base de ces éléments que le schéma d'aménagement du territoire de la région a été élaboré. Cet exercice qui sera consolidé au cours de la période à venir permettra de parvenir à un référentiel pour l'ensemble des acteurs et partenaires d'aménagement et de développement de la région de Maradi.